



CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

REUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES
RELATIONS EXTERIEURES DE LA CHAMBRE ET
DE LA COMMISSION DES RELATIONS
EXTERIEURES ET DE LA DEFENSE DU SENAT

GEMEENSCHAPPELIJKE VERGADERING VAN DE
COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN VAN DE KAMER EN VAN DE
COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN EN VOOR DE
LANDSVERDEDIGING VAN DE SENAAAT

Mardi

11-03-2014

Après-midi

Dinsdag

11-03-2014

Namiddag

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti Socialiste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
MR	Mouvement réformateur
sp.a	socialistische partij anders
Ecolo-Groen!	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen!
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
VB	Vlaams Belang
cdH	centre démocrate Humaniste
FDF	Fédéralistes démocrates francophones
LDD	Lijst Dedecker
INDEP-ONAFH	Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 53 0000/000	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000	Parlementair stuk van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigeleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be	www.dekamer.be
e-mail : publications@lachambre.be	e-mail : publicaties@dekamer.be

SOMMAIRE

Ordre du jour	1
Motion d'ordre	1
<i>Orateurs:</i> Thérèse Snoy et d'Oppuers, Didier Reynders , vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes	
Échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur la situation en Ukraine	2
<i>Orateurs:</i> Didier Reynders , vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes, Daphné Dumery, Armand De Decker , sénateur, Philippe Blanchart, Roel Deseyn, Herman De Croo, Benoît Hellings , sénateur, Georges Dallemagne, Bert Schoofs, Richard Miller , sénateur, Karl Vanlouwe , sénateur, Juliette Boulet	

INHOUD

Agenda	1
Ordemotie	1
<i>Sprekers:</i> Thérèse Snoy et d'Oppuers, Didier Reynders , vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken	
Gedachtewisseling met de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over de toestand in Oekraïne	2
<i>Sprekers:</i> Didier Reynders , vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken, Daphné Dumery, Armand De Decker , senator, Philippe Blanchart, Roel Deseyn, Herman De Croo, Benoît Hellings , senator, Georges Dallemagne, Bert Schoofs, Richard Miller , senator, Karl Vanlouwe , senator, Juliette Boulet	

REUNION COMMUNE DE LA
COMMISSION DES RELATIONS
EXTERIEURES DE LA CHAMBRE
ET DE LA COMMISSION DES
RELATIONS EXTERIEURES ET DE
LA DEFENSE DU SENAT

GEMEENSCHAPPELIJKE
VERGADERING VAN DE
COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN
VAN DE KAMER EN VAN DE
COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN
EN VOOR DE
LANDSVERDEDIGING VAN DE
SENAAT

du

van

MARDI 11 MARS 2014

DINSDAG 11 MAART 2014

Après-midi

Namiddag

La séance est ouverte à 15.32 heures et présidée par M. François-Xavier de Donnea.
De vergadering wordt geopend om 15.32 uur en voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

01 **Ordre du jour**
01 **Agenda**

Le **président**: Chers collègues, je vous propose de commencer nos travaux. La commission de la Chambre ayant un agenda très chargé, j'essayerai de faire régner une discipline de fer pour que les débats soient brefs.

Mme Snoy a demandé la parole par motion d'ordre sur les travaux.

Motion d'ordre
Ordemotie

01.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, voyant l'ordre du jour, je m'inquiète de la possibilité d'en arriver au bout avant 18 h 00. Je voudrais demander s'il est possible que le ministre nous garantisse une autre date pour répondre à l'ensemble des questions orales qui sont déposées et ceci, avant la fin du mois de mars.

Les débats d'aujourd'hui ne peuvent être évacués. Je suis tout à fait consciente de leur actualité et de leur nécessité. Il faut les mener à bien mais il faut aussi que le ministre puisse répondre à l'ensemble de nos questions. Je demande donc qu'il puisse nous garantir sa présence lors d'une autre séance pour répondre aux questions orales.

01.02 **Didier Reynders**, ministre: Monsieur le président, en fonction des disponibilités de l'agenda, je suis à la disposition de la Chambre. Je suis très heureux d'entendre qu'il y a des questions absolument importantes qui nécessitent ma présence. Je signale qu'en général je suis présent, par exemple, le jeudi. Je vous remercie d'ailleurs de ne pas poser de questions en séance plénière. Ce n'est pas grave: je

présume qu'on souhaite les poser en séance de commission. Mais, encore une fois, ce n'est pas grave, il y a sans doute d'autres urgences que les urgences internationales.

Pour le reste, il y a peut-être aussi un certain nombre de questions, comme nous l'avons déjà fait, qui peuvent être transformées en questions écrites.

01.03 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen): (...).

01.04 **Didier Reynders**, ministre: Vous me demandez systématiquement si je viens et quand je viens le jeudi, vous ne me posez pas de questions. Je suis très surpris de voir votre souhait merveilleux de ma présence en permanence. Je viens dire bonjour à des députés et à des sénateurs le jeudi et, régulièrement, aucune question ne m'est posée. Que voulez-vous que je fasse? Si vous aviez une question aussi urgente, je suppose que vous la poseriez.

01.05 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen): Non, ce n'est pas aussi urgent. Mais nous sommes en fin de législature et nous voulons être sûrs que vous allez répondre à l'ensemble de nos questions et que nous puissions y répliquer. Le jeudi est consacré aux questions d'actualité urgentes. Là, nous avons une quarantaine de questions et vous savez très bien que nous n'en arriverons pas au bout aujourd'hui. Je veux avoir la garantie d'avoir une réponse orale avant la fin de la législature.

Le **président**: Je verrai avec le ministre comment nous pouvons au mieux satisfaire les exigences de la Chambre. En attendant, je voudrais que nous entamions l'échange de vues sur l'Ukraine.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

02 **Échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur la situation en Ukraine**

02 **Gedachtewisseling met de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over de toestand in Oekraïne**

02.01 **Didier Reynders**, ministre: Monsieur le président, je ne vais pas vous faire l'injure de retracer l'ensemble des événements survenus en Ukraine. Je vais simplement revenir sur quelques points qui me paraissent importants pour situer le débat actuel.

Les relations de l'Union européenne avec l'Ukraine se situent dans le cadre d'un partenariat oriental, un accord d'association. Celui-ci comprend un accord commercial qui a été conclu et paraphé le 30 mars 2012.

En décembre 2012, l'Union européenne avait fixé trois conditions dont la mise en œuvre avait permis la signature de cet accord: des élections justes et équitables, la fin de la justice sélective et la mise en place des réformes définies dans le cadre du programme d'association, dont des réformes électorales, judiciaires et constitutionnelles.

Le 25 novembre 2013, les autorités ukrainiennes ont décidé de suspendre les préparatifs en vue de la signature de l'accord d'association et du Deep and Comprehensive Free Trade Area

02.01 **Minister Didier Reynders**: Een associatieverdrag vormt het kader voor de betrekkingen tussen de EU en Oekraïne. Op 30 maart 2012 werd er een handelsakkoord gesloten. In december 2012 stelde Europa drie voorwaarden: eerlijke en vrije verkiezingen, het einde van de selectieve rechtspraak en het doorvoeren van de hervormingen in het kader van het associatieprogramma. Op 25 november 2013 schortten de Oekraïense autoriteiten de voorbereidingen voor de ondertekening van het verdrag op, maar herhaalden dat Oekraïne een Europese koers wilde blijven varen.

Honderdduizenden pro-EU-

(DCFTA), décision justifiée par des raisons financières tout en réaffirmant que la direction stratégique de l'Ukraine restait celle de l'Union européenne. C'est à ce moment que l'on a vu apparaître des manifestations importantes de centaines de milliers de personnes dans les rues des principales villes du pays, singulièrement à Kiev.

La contestation s'est focalisée sur la signature de cet accord d'association, avec une répression violente à l'égard des différents manifestants, pour atteindre son paroxysme en février dernier et mener à la démission du gouvernement puis, dans les réunions du parlement qui ont suivi, à la destitution du président Ianoukovitch.

La journée du 20 février a été particulièrement violente et meurtrière. C'est alors que les ministres des Affaires étrangères polonais, allemand et français se sont rendus en Ukraine. À l'issue des discussions, avec l'opposition comme avec le président Ianoukovitch, un accord avait été conclu. Mais, sous la pression de la rue, cet accord n'a pas pu être mis en œuvre. Vous avez vu les décisions qui sont alors intervenues en ce compris la destitution du président.

Le parlement a décidé, le 27 février, de composer un gouvernement de transition sous la conduite du leader Iatseniouk du parti Batkivtchina comprenant au moins sept activistes des opérations s'étant déroulées sur la place Maïdan. Aucun représentant du parti Oudar de Vitali Klitschko ne figure dans ce gouvernement. Il y a eu des choix de désignation de ministres, notamment un diplomate de carrière qui exerce la fonction de ministre des Affaires étrangères, M. Andri Dechtchitsia que nous venons d'ailleurs de rencontrer.

Des élections législatives qui, dans les accords, avaient été programmées pour avant la fin de l'année, ont été annoncées de manière anticipée. Les élections présidentielles devraient, quant à elles, avoir lieu le 25 mai prochain.

Dans ce contexte, la Russie, qui était déjà, à nos yeux, à l'origine des changements d'attitudes en Ukraine pour ce qui concerne les accords d'association, a réagi. C'est ainsi que, d'après les informations qui nous parviennent d'Ukraine et d'organisations internationales, en particulier de l'OTAN, des militaires russes seraient aujourd'hui présents sur le territoire ukrainien.

Er zijn Russische troepen aanwezig, ondanks de beweringen daarover van de Russische overheid, in het bijzonder president Poetin. Er zijn Russische troepen in de Krim en misschien ook in andere steden in het oosten van Oekraïne waar veel acties en betogingen plaatsvinden, waarbij mogelijks mensen uit Rusland een zeer specifieke rol spelen in bepaalde betogingen.

In zo'n klimaat werd beslist om op Europees vlak een vergadering te beleggen van de ministers van Buitenlandse Zaken. Die vergadering vond vorige week maandag plaats. Er werd daar klare en duidelijke taal gesproken: er werd een de-escalatie van de situatie op het terrein gevraagd.

Eerst en vooral werd aan Rusland gevraagd geen troepen meer te sturen naar Oekraïne en om een kans te geven aan de Oekraïense

betogers zijn toen de straat opgegaan in de belangrijkste steden van het land. De repressie was hard en bereikte in februari een bloedig hoogtepunt. Met name op 20 februari vielen er veel doden. De Poolse, de Duitse en de Franse minister van Buitenlandse Zaken zijn naar Oekraïne afgereisd. Na besprekingen met de oppositie en de president werd er een akkoord bereikt, maar dat kon niet worden uitgevoerd wegens het aanhoudende straatprotest. De regering nam ontslag en daarna werd de president afgezet.

Het Parlement heeft een overgangsregering samengesteld, die wordt geleid door Arseni Jatsenjoek van de partij Batkivschina en waarin minstens zeven activisten van het Maidanplein vertegenwoordigd zijn. De partij Oudar van Vitali Klitsjko is er niet in vertegenwoordigd. De minister van Buitenlandse Zaken is een beroepsdiplomaat, Andrii Detsjtjja.

De parlementsverkiezingen die gepland waren vóór eind dit jaar, werden vervroegd aangekondigd. De presidentsverkiezingen zouden op 25 mei worden gehouden. Rusland, dat al aan de basis lag van de gewijzigde houding van Oekraïne tegenover de associatie-overeenkomst, heeft daarop gereageerd. Vandaag zouden er Russische militairen aanwezig zijn op Oekraïens grondgebied.

En dépit de ce qu'affirment les autorités russes, des troupes sont présentes en Crimée et peut-être également dans des villes de l'est de l'Ukraine. Les Russes jouent un rôle dans les manifestations qui s'y déroulent.

Le message envoyé par les ministres européens des Affaires étrangères lors de leur réunion de lundi dernier consiste à appeler à la fin de l'escalade. Pour permettre cette désescalade, il est impératif que la Russie cesse d'envoyer des

bevolking en de Oekraïense partijen om zelf een oplossing te vinden voor de toekomst van Oekraïne, zonder invloed van het buitenland en zeker zonder invloed van Rusland.

Zonder een echte de-escalatie stelden wij onmiddellijke sancties tegen bepaalde personen van de Russische overheid in het vooruitzicht. Een eerste stap is het onderbreken van de onderhandelingen over het visumbeleid, en mogelijk ook van onderhandelingen over andere akkoorden. Als er geen de-escalatie volgt, kunnen wij overgaan tot economische sancties, maar ook tot individuele sancties, bijvoorbeeld het bevriezen van tegoeden of een visumverbod. Dat was de reactie van de ministers van Buitenlandse Zaken op maandag.

In de dagen daarna was er duidelijk geen de-escalatie merkbaar, integendeel. Op de dag van de Europese Raad, vorige week donderdag, op uitnodiging van de voorzitter van de Europese Raad, heeft het Parlement in de Krim beslist een referendum te organiseren over de keuze tussen aanhechting bij Rusland en onafhankelijkheid.

Gezien de aanwezigheid van Russische troepen in een deel van het Oekraïense grondgebied, is zo'n referendum zeer moeilijk denkbaar.

De Europese Unie verklaarde het geplande referendum daarop illegaal. Het gaat in tegen de Oekraïense Grondwet. Zo'n referendum is ondenkbaar gezien de aanwezigheid van Russische troepen op het terrein. De bevolking heeft in dat geval niet echt de vrijheid om daaraan deel te nemen.

Ten tweede, zoals maandag gezegd, was het voor de Europese Raad mogelijk om verder te beslissen over echte sancties. Het was een eerste fase. Mijnheer de voorzitter, ik zal de tekst van de conclusie niet voorlezen. U kent de conclusies van de Europese Raad.

Er zijn drie mogelijke fases met betrekking tot sancties. Er werd gestart met de eerste fase, zijnde een opschorting van alle onderhandelingen met Rusland over verschillende punten, eerst en vooral het visumbeleid. Dat was de situatie vorige donderdag.

Wij hebben enkele contacten gehad met de regering in Oekraïne.

Over ons laatste bezoek met de Benelux gisteren in Kiev, het volgende. De Raad voor Buitenlandse Zaken heeft beslist om sancties te treffen tegen sommige leiders of voormalige leiders van Oekraïne. Nogmaals, tijdens een vorige vergadering van de Raad is gezegd dat er sancties zouden komen tegen leiders in Oekraïne om druk uit te oefenen op die leiders. Maar goed, vorige maandag had het Parlement in Oekraïne al beslist om een andere president te kiezen. Het was dus niet langer nodig om nog druk uit te oefenen op hem. Toch was het nuttig om enkele beslissingen te nemen in verband met de sancties om geen straffeloosheid te hebben voor het gebruik van geweld op het terrein in Kiev en in andere steden.

Nous avons décidé le gel d'avoirs de dix-huit personnalités ukrainiennes. La liste en a été publiée; l'ancien président Ianoukovitch y figure.

troupe. Le peuple ukrainien devrait ainsi avoir la possibilité de rechercher une solution en toute indépendance. Si l'escalade ne prend pas fin, l'Union européenne prendra des sanctions contre certaines personnes faisant partie des autorités russes. La première sanction consistera à suspendre les négociations sur la politique en matière de visas et sur d'autres accords. Des sanctions économiques et individuelles pourraient suivre.

Nous n'avons pas assisté à une désescalade. Le Parlement de Crimée a décidé d'organiser un référendum pour que les citoyens choisissent entre un rattachement à la Russie et l'indépendance. Au vu des troupes russes présentes dans les rues, un tel référendum est difficilement imaginable et serait anticonstitutionnel. L'Union européenne a dès lors déclaré qu'une telle démarche était illégale.

Le Conseil européen a échelonné les sanctions en trois étapes. La première est en cours d'exécution et comporte la suspension de toutes les négociations en cours avec la Russie sur différents points et notamment celui des visas.

Le Conseil européen des Affaires étrangères avait également adopté l'instauration de sanctions à l'égard des dirigeants ukrainiens, de manière à accroître la pression, mais lundi dernier, le Parlement ukrainien a élu un nouveau président et cette décision est dès lors devenue sans objet. Il n'en reste pas moins que la menace d'éventuelles sanctions constitue un signal adéquat pour battre en brèche l'hypothèse d'une quelconque impunité face aux violences commises à Kiev ou dans d'autres villes.

We hebben beslist de tegoeden te bevriezen van achttien Oekraïense gezagsdragers, onder wie voor-

Depuis, l'Union européenne a été très présente dans tous les débats, dans deux directions.

La première démarche s'inscrit à l'égard de la Russie pour tenter, à travers des sanctions et de multiples contacts, mais pas seulement de l'Union européenne, des États-Unis, des Nations unies et de bien d'autres partenaires, de demander la reprise d'un dialogue, une désescalade dans le processus en cours et, éventuellement, à travers un groupe de contact, une discussion possible sur l'évolution de la situation dans la région.

La deuxième démarche à l'égard des autorités ukrainiennes est une démarche de soutien. Le Conseil européen a mis en œuvre ce que le Conseil Affaires étrangères avait déjà préparé le lundi, c'est-à-dire un programme d'aide, qui pourra atteindre la somme de 11 milliards d'euros, sous diverses formes reprises dans les conclusions, une ouverture aussi plus grande à des accords commerciaux et la volonté d'avancer au moins dans la partie de l'accord d'association, à savoir la partie politique de cet accord. C'est ce que le Conseil européen a pris comme attitude. C'est l'idée de donner un soutien à l'actuel gouvernement ukrainien et d'essayer de voir comment redémarrer un dialogue en Ukraine même pour assurer l'avenir du pays.

Depuis quelque temps, un certain nombre de visites de responsables européens en Ukraine avaient été programmées. Dès le 20 février, en plein moment des violences les plus graves, il y a eu cette tentative qui a abouti à un projet d'accord, qui n'a pas été exécuté, à l'initiative de nos trois collègues allemand, français et polonais. Les Britanniques ainsi que les Suédois se sont retrouvés sur place. Je pourrais citer toute une série de collègues.

Nous avons programmé une visite Benelux pour le 10 mars, soit hier. Cette visite a eu lieu. Elle nous a permis de rencontrer des représentants d'un certain nombre d'associations de la société civile, quelques personnes actives dans la contestation sur la place Maidan mais aussi le président faisant fonction pour l'instant, à savoir le président du Parlement, et le ministre des Affaires étrangères, afin d'examiner la façon dont nous pouvions apporter une aide en rappelant le message de l'Union européenne.

Cette aide est d'abord économique et financière vu la situation actuelle de l'Ukraine. Ceci m'a également valu de rencontrer le responsable sur place du Fonds monétaire international, car l'aide devrait être jumelée à une aide du Fonds. Par ailleurs, cette aide, c'est aussi une aide politique, évidemment.

De president van Oekraïne heeft verzocht om zeer snel over te gaan tot de ondertekening van het politieke gedeelte van het associatieakkoord. Er komt dus een splitsing tussen het politieke en het economische deel van het akkoord. Er rijzen wel enkele technische vragen, langs beide kanten, maar de drie Benelux-landen hebben zich bereid verklaard om dat akkoord zo vlug mogelijk te ondertekenen. Dat is logisch. Er zijn ook enkele voorwaarden, met name de vraag naar hervormingen in Oekraïne.

Op politiek vlak hebben wij respect gevraagd voor de minderheden in Oekraïne, want er is een zekere vrees ontstaan na een stemming in

malig president Janoekovitsj. De Europese Unie heeft er in de debatten op aangestuurd bij Rusland aan te dringen op de hervatting van de dialoog en op een de-escalatie, alsook op een bijkomende dialoog over de situatie in de regio in het raam van een contactgroep. De Europese Raad heeft een hulpprogramma opgezet voor Oekraïne, dat tot 11 miljard euro kan oplopen. Bedoeling is minstens in het politieke hoofdstuk van de associatieovereenkomst voortgang te boeken en de dialoog in Oekraïne aan te zwengelen om de toekomst van het land veilig te stellen.

Er werd een aantal bezoeken van Europese gezagsdragers aan Oekraïne gepland. Na mijn Duitse, Franse en Poolse ambtgenoten, gingen ook de Britten en de Zweden ter plaatse. Gisteren was het de beurt aan de Benelux. We hadden een ontmoeting met de vertegenwoordigers van het middenveld, opstandelingen van het Maidanplein, de waarnemend president, de minister van Buitenlandse Zaken en de vertegenwoordiger van het IMF.

Le président ukrainien souhaite signer dans les meilleurs délais un accord d'association avec l'Union européenne comportant un volet politique et économique, mais cela soulève quelques questions d'ordre technique.

Les pays du Benelux sont disposés à signer un tel accord rapidement à condition que l'Ukraine

het Parlement over de taalwetten in Oekraïne. De president heeft die wetten niet ondertekend, men is daar dus mee gestopt. Er zijn nu verschillende vergaderingen gepland met alle minderheden voor het opstellen van een nieuwe taalwet. Wij hebben eveneens gevraagd om na te denken over een eventuele grotere autonomie voor verschillende delen van Oekraïne, met de mogelijkheid voor enkele minderheden om een grotere rol te spelen. Wij hebben daarop een positieve reactie gekregen van de president en de minister van Buitenlandse Zaken.

réalise certaines réformes. Le vote intervenu au Parlement à Kiev à propos des lois linguistiques a suscité des craintes et nous exigeons dès lors un respect réel des minorités. Le président n'a cependant pas promulgué ces nouvelles dispositions légales et plusieurs réunions avec les différentes minorités du pays ont été prévues en vue de la confection d'une nouvelle loi linguistique.

Nous avons également demandé aux autorités de réfléchir à une éventuelle extension de l'autonomie des différentes régions d'Ukraine et le président et le ministre des Affaires étrangères ont réagi positivement à cette requête.

Nous allons essayer au niveau européen, à l'occasion d'un Conseil Affaires étrangères, qui aura lieu lundi prochain, d'accélérer le processus en termes d'association sur le plan politique. Il s'agit là d'un élément important. Nous verrons dans quelle mesure il est possible de mettre en place l'ensemble des éléments d'aide sous certaines conditions, je le répète. En effet, des réformes sont nécessaires en Ukraine, notamment en matière d'économie. La question sera de voir comment, au-delà des élections qui se tiendront au mois de mai prochain, les conditions qui auront peut-être été acceptées par un gouvernement de transition pourront être prolongées avec un président élu et avec un gouvernement qui devra être mis en place.

Volgende maandag vindt er een Europese Raad Buitenlandse Zaken plaats. We zullen trachten het associatieproces en de toekenning van hulp in een hogere versnelling te schakelen, op voorwaarde dat er bijvoorbeeld hervormingen in het vooruitzicht worden gesteld. We moeten onderzoeken hoe de door een overgangsregering aanvaarde voorwaarden door een verkozen president zullen kunnen worden nageleefd.

À l'occasion de la discussion avec le Fonds monétaire, nous avons pu débattre de certaines expériences du passé, ce qui est un avantage. Ainsi, nous nous sommes déjà trouvés face à ce genre de situation avec le Portugal pour qui nous avons mis en place un plan d'aide avant la tenue des élections tout en demandant aux différentes formations politiques portugaises de s'engager à respecter ledit plan une fois les élections tenues.

We hebben het met het IMF over vergelijkbare ervaringen in Europa gehad, bijvoorbeeld in Portugal, waar we de politieke partijen die tegen elkaar opkwamen, gevraagd hebben zich na de verkiezingen aan het reddingsplan te committeren.

Misschien stelt men dezelfde vraag of slaat men een andere richting in. Hoe dan ook, wij moeten tot een klaar en duidelijk engagement komen van alle partijen in Oekraïne.

Toutes les parties doivent clairement s'engager en Ukraine à respecter ce plan. Notre visite s'est en tout cas avérée positive.

Tot zover mijn opmerkingen in verband met het bezoek van mezelf samen met onze Nederlandse en Luxemburgse collega's. Het bezoek is een goede zaak geweest. Het had immers geen zin met een groot aantal personen een dergelijk bezoek te organiseren. Het is beter om met enkele collega's naar Oekraïne te gaan, wat andere collega's ook hebben gedaan.

Nous devons continuer à soutenir le gouvernement de transition en Ukraine et être attentifs à la composition de ce gouvernement. J'ai le sentiment qu'il y avait de nombreux groupes extrémistes, voire d'extrême-droite, dans les

Inzake Rusland moet ik u het volgende opmerken en daarmee kom ik

tot mijn conclusie.

Wij moeten de transitieregering in Oekraïne blijven steunen en tegelijk vragen blijven stellen over de samenstelling ervan. Dat laatste heb ik ook gedaan. Ik heb nu alvast de indruk – niet meer dan dat – dat er veel extremistische groepen, zelfs extreemrechtse groepen, in de straten van Kiev waren, maar dat ze niet in die mate in de huidige regering vertegenwoordigd zijn. Er zijn nationalistische groepen en heel veel verschillende fracties. Mijn twee collega-ministers en ikzelf menen samen met alle partners zoals de internationale instellingen en de ngo's, dat de transitieregering correct is samengesteld. Het is dus mogelijk daarmee samen te werken. Wij zullen ter zake op de ingeslagen weg voortgaan.

Inzake Rusland vragen wij nog steeds een de-escalatie. Misschien is het nuttig om nieuwe sancties af te kondigen, maar we moeten afwachten, want er is nog niets beslist.

Ik vrees in elk geval dat de situatie in de Krim kan uitdraaien op een bevroren conflict. Er is een heel grote aanwezigheid van Rusland en wij hebben geen informatie over de mogelijke evolutie van die aanwezigheid.

J'ajouterai quelques précisions.

Il est bien entendu qu'une présence, maintenant ou plus tard, de mouvements extrémistes – en particulier de l'extrême droite – clairement marquée dans le gouvernement bloquerait une bonne partie des discussions avec l'Union européenne. Il deviendrait problématique d'avancer. De plus, une absence de dialogue avec la Russie entraînerait aussi une escalade plutôt qu'une résolution.

En guise de commentaire plus général, j'espère que ce qui se passe actuellement aux frontières de l'Union européenne – à 1 000 kilomètres de Bruxelles, mais à la frontière de la Pologne, de la Hongrie, de la Slovaquie et de la Roumanie – fera prendre conscience de la nécessité d'accélérer le processus d'une défense intégrée et d'une politique étrangère intégrée de l'Union européenne.

Certes, ce n'est pas cela qui résoudra le problème dans les quinze jours à venir; il s'agit d'une réflexion sur le fait qu'il apparaît une telle demande d'Europe juste au-delà de nos frontières qu'il conviendrait de nous montrer attentifs au renforcement de cette Europe à l'intérieur de ses frontières, dans ses diverses politiques.

Monsieur le président, voilà ce que je peux dire aujourd'hui. Évidemment, je pars du principe que les documents de conclusion du Conseil Affaires étrangères comme du Conseil européen, de même que les divers éléments d'information publiés sont connus par les membres du parlement. Je tenais à rappeler simplement le contexte depuis l'accord d'association au départ jusqu'à la situation actuelle.

Dans les prochains jours, nous devons prendre à nouveau attitude tant à l'égard du dialogue que nous souhaitons avec la Russie, en déterminant les mesures à prendre pour le susciter, et comment nous

rues de Kiev, mais qu'ils ne sont pas représentés dans les mêmes proportions au sein du gouvernement actuel. Il existe des mouvements nationalistes et de très nombreux groupes différents. Les ministres des trois États du Benelux, les institutions internationales et les ONG considèrent que le gouvernement de transition a été constitué correctement. La collaboration est donc possible.

En ce qui concerne la Russie, nous demandons que l'escalade cesse. Peut-être conviendrait-il d'annoncer de nouvelles sanctions mais rien n'a été décidé à ce jour.

Pour la Crimée, je crains que le conflit ne s'enlise. La Russie y est très présente. Nous ne disposons d'aucune information sur la possibilité que la situation évolue différemment.

De aanwezigheid van extremisten in de regering zou een obstakel vormen voor besprekingen met de EU. Voorts zal het uitblijven van een dialoog met Rusland wellicht voor een escalatie zorgen.

Wat er momenteel aan de grenzen van de EU gebeurt, moet ons ertoe aanzetten snel werk te maken van een geïntegreerde defensie en een geïntegreerd buitenlandbeleid in de EU. De komende dagen moeten wij bepalen wat wij moeten ondernemen om de dialoog met Rusland aan te knopen en nagaan hoe wij Oekraïne kunnen begeleiden in zijn overgangproces.

pouvons accompagner la transition en Ukraine de la manière la plus efficace possible, pas seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique.

Monsieur le président, voilà ce que je voulais dire en introduction. Je suis prêt à répondre aux questions, remarques et observations des membres des commissions.

Le **président**: Je vous remercie, monsieur le ministre.

Je pense que nous allons vers la partition inéluctable de l'Ukraine mais je me réjouis d'entendre les collègues sur la question. Je précise que chaque orateur disposera de deux minutes.

02.02 Daphné Dumery (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik wil de minister bedanken voor het globale overzicht. Alleen al de situatie schetsen lijkt mij niet evident.

Ik heb toch een aantal vragen over uw gezamenlijke bezoek met de Benelux-ministers.

Hebt u op voorhand met hen samen kunnen zitten om gezamenlijke standpunten in te nemen? Wat was de modus vivendi tijdens de voorbereiding van de trip? Als men met drie tot een gezamenlijk standpunt kon komen, had men dan niet met alle ministers van de Europese Unie een dergelijke uitstap kunnen organiseren en vooraf een gezamenlijk standpunt innemen?

Ter plaatse hebt u een aantal heikele punten besproken. Er moest, zo zei u, ervoor worden geijverd dat Kiev en Moskou rond de tafel zouden gaan zitten voor een dialoog om escalaties te vermijden. Waarschijnlijk vrezen wij allemaal voor die escalaties. U bent zelf ter plaatse geweest. Is het een kwestie van uren, dagen of weken? Kunt u daarover enige toelichting geven?

U hebt ook het gevoelige dossier van de taalwetgeving besproken. Kiev schaft zomaar een taalwetgeving af. Indien dat hier zou gebeuren, zou dat ook een kleine rel veroorzaken. Het zou in elk geval erop neerkomen dat men olie op het vuur giet. U hebt dat met Kiev besproken. U hebt gepleit voor een taalwetgeving met respect voor de minderheden. Hoe heeft men in Kiev daarop gereageerd?

Men spreekt van meer autonomie aan de Krim. Momenteel is de Krim al een autonome regio. Hoeveel meer autonoom kan men er dan nog worden? Hoe hebt u dat in Kiev aangekaart? Hebt u gepleit voor federalisme of confederalisme? Welke structuur hebt u gesuggereerd en wat was daarop de reactie?

Er is ook het feit dat de waarnemers van de OVSE niet werden toegelaten. Een aantal onder hen zou zelfs zijn opgepakt en het land uitgezet. Hebt u dat met de verantwoordelijken in Kiev besproken? Het is niet zo dat zij daar enige vat op hadden, maar ik meen dat de rol van de OVSE in het verhaal heel belangrijk is en zij verdienen dan ook onze steun.

02.03 Armand De Decker, sénateur (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, nos pays ont quelque part été surpris de l'attitude de la Russie par rapport à l'Ukraine, en général, et à la Crimée, en particulier. Je pense néanmoins que nous, Européens,

02.02 Daphné Dumery (N-VA): La situation n'est guère évidente.

Le ministre s'est-il préalablement réuni avec les autres ministres du Benelux en vue d'adopter une position commune? Quel était le modus vivendi? Une position commune n'aurait-elle pas pu être adoptée préalablement par l'ensemble des ministres de l'Union européenne?

Certains points délicats ont été abordés. Il fallait s'atteler à réunir Kiev et Moscou autour de la table pour éviter une escalade. Est-ce une question d'heures, de jours ou de semaines?

Le ministre a plaidé pour une législation linguistique respectueuse des minorités. Comment a-t-on réagi à cette demande à Kiev?

Il est question d'une autonomie accrue pour la Crimée, mais cette région est déjà autonome. Dans quelle mesure cette autonomie peut-elle encore être élargie? Le ministre a-t-il plaidé pour le fédéralisme ou le confédéralisme? Quelle réaction cela a-t-il suscité?

Les observateurs de l'OSCE n'ont pas été admis. Cette question a-t-elle été abordée à Kiev? Le rôle de l'OSCE est très important et mérite notre soutien.

02.03 Armand De Decker, senator (MR): De opstelling van Rusland ten opzichte van Oekraïne, en in het bijzonder ten

nous devons faire diverses analyses par rapport à ce qui se passe là-bas, sur la force de l'Europe elle-même – vous avez bien fait d'évoquer la question de la Défense européenne – mais nous devons aussi approcher cette question avec ses dimensions historiques, culturelles et juridiques.

La question de la Crimée, en particulier, qui est quand même l'élément central de la tension actuelle est une question délicate. Si je voulais jouer à l'avocat de droit international, je dirais que, si je devais plaider ce dossier à la Cour internationale de La Haye, j'aurais des arguments des deux côtés.

Il est évident que ce que fait la Russie pour le moment est illégal sur le plan du droit international mais, si on se penche sur les arguments, sur l'attachement et les liens de la Russie avec la Crimée, il y a de très grands arguments à faire valoir. La Crimée est devenue partie de la Russie sous Catherine II en 1787. En outre, la Crimée a été rattachée à l'Ukraine dans l'empire soviétique, dans un seul État soviétique avec des conditions. Cela signifie que le statut de l'Ukraine, ... Il suffit de lire Tolstoï ou Pouchkine pour savoir combien la Crimée était aux habitants de Moscou ce que la Côte d'Azur ou la Riviera italienne est aux gens de Paris, de Bruxelles ou de Rome.

Il y a donc, dans ce dossier, des éléments culturels dont, je pense, certains grands acteurs, par exemple de l'autre côté de l'Atlantique, n'ont pas beaucoup tenu compte. Et quand j'entends, par exemple, Mme Clinton comparer M. Poutine à Adolf Hitler, je me demande où nous sommes et comment on peut dire des stupidités d'une telle ampleur et manipuler l'opinion publique de cette façon.

Ceci dit, pour ce qui est du référendum tel qu'il est prévu, Mme la chancelière a très bien fait de dire qu'il ne tenait pas la route et qu'il était illégal. Il est totalement inconcevable de faire un référendum en Crimée, sans l'accord de l'Ukraine et sans que Kiev ne soit concerné dans les conditions de ce référendum. Un référendum pourrait peut-être très bien avoir lieu dans dix ans si on pacifie la situation mais dans un accord global.

Enfin, comme vous l'avez déjà dit, notamment dimanche à la télévision, je crois qu'il n'y a pas d'issue à cette crise sans que l'Ukraine puisse rentrer dans un accord d'association avec l'Union européenne mais puisse aussi rester dans un accord avec la Russie. C'est dans l'intérêt d'absolument tout le monde. Je dis cela parce que l'Union européenne, l'Europe dans sa politique mondiale et son rôle international, ne peut pas se passer de la Russie comme partenaire. Il suffit de penser à d'autres problèmes comme la Syrie, l'Iran ou le Moyen-Orient. Nous avons besoin de pouvoir travailler avec la Russie pour trouver des issues à ceux-là.

Dans ce dossier excessivement compliqué, il y a des éléments qui nous poussent à la plus grande modération possible, ce qu'on n'entend pas tous les jours dans les médias.

Pour le reste, je vous félicite d'avoir relancé l'idée de la Défense européenne! C'est un vieux sujet et cela fait 25 ans que je tiens ce discours ici. Peut-être pourriez-vous évoquer quelques pistes pour relancer cette question au niveau européen, éventuellement sur le modèle de la Communauté européenne de Défense de 1954? Il y a

opzichte van de Krim, heeft ons verrast.

In dezen moet rekening worden gehouden met historische, culturele en juridische aspecten. De Krim is een delicate kwestie. Internationaalrechtelijk is wat Rusland doet onwettelijk, maar het kan wel een aantal argumenten aanvoeren. De Krim is een deel van Rusland geworden in 1787 en werd aangehecht aan Oekraïne op een ogenblik dat dat land zelf deel uitmaakte van de Sovjet-Unie. Sommigen, met name aan de andere kant van de Oceaan, hebben geen rekening gehouden met die aspecten. De vergelijking die mevrouw Clinton maakt tussen Poetin en Hitler houdt geen steek.

Het geplande referendum in de Krim kan niet zonder het akkoord van Oekraïne. Binnen tien jaar zou een referendum kunnen worden gehouden, als deel van een globaal akkoord.

Er is geen oplossing mogelijk voor dit conflict zonder associatie-overeenkomst tussen Oekraïne en de EU en zonder akkoord met Rusland. Europa heeft Rusland nodig als partner, bijvoorbeeld om een oplossing te zoeken voor de conflicten in Syrië en Iran.

Gelet op de complexiteit van dit dossier zouden wij een gematigde houding moeten aannemen. Ik ben verheugd dat u het idee van een Europese Defensie opnieuw naar voren hebt geschoven, hetzij volgens het model van de Europese Defensiegemeenschap uit 1954 hetzij in de vorm van een Europese Defensieorganisatie.

un Eurogroupe pour la finance, pourquoi pas pour la Défense?

02.04 Philippe Blanchart (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, je rejoins assez fortement les nuances que mon prédécesseur a apportées en ce qui concerne la réalité de coexistence entre l'Europe et la Russie, et l'écart qu'il y a avec les médias, qui ont une approche un peu manichéenne du problème.

Monsieur le ministre, dans ce contexte flou et tendu, avec des communautés russophones et pro-européennes qui sont assez difficilement quantifiables, la Belgique va-t-elle envoyer des observateurs sous l'égide de l'OSCE pour les élections du 25 mai? Beaucoup d'entre nous auront sans doute du mal à se mobiliser à cette date mais il est peut-être possible d'envoyer des fonctionnaires. Quelles sont les perspectives de l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine? Pourquoi privilégier une approche via les ministres des États membres plutôt que via la haute représentante de l'Union européenne? Comment les autorités comptent-elles poursuivre les responsables des violences qui ont coûté la vie à des dizaines de personnes dans les deux camps?

Vladimir Poutine annonce qu'il continue à chercher une solution diplomatique à cette crise, dont la Russie est un acteur majeur. Voyez-vous des signes concrets d'une volonté d'apaisement de la part de la Russie?

Quels pourraient être les impacts diplomatiques, économiques et militaires du retour de la Crimée dans le giron russe? Selon vous, quelles sont les leçons que l'Union européenne doit tirer de cette situation, qui se déroule, comme vous l'évoquiez, monsieur le ministre, à peine à 1 000 kilomètres de chez nous et aux frontières de l'Europe?

02.05 Roel Deseyn (CD&V): Mijnheer de voorzitter, een aantal vragen is reeds beantwoord dus ik kan beknopt zijn. Toch zijn er nog enkele belangrijke vragen.

Op tv zien wij soms oproepen van burgers die grote verwachtingen hebben van de Europese Unie. Mijn vraag is specifiek welke signalen wij officieel van het beleid krijgen, hoe moeilijk het ook is om er al zaken uit te distilleren? Waarschijnlijk waren er weinig formele vragen. Ik neem aan dat u tijdens uw bezoek informeel concrete vragen hebt gekregen van de politieke leiding over bijvoorbeeld civiele steun of capaciteitopbouw. Misschien zijn er ook op veiligheidsvlak verwachtingen. Voor de Europese Unie zou het heel goed zijn om die verwachtingen te kennen en te weten in welke mate wij daarop kunnen inspelen.

Er werden diverse kredieten aangekondigd via onder andere de investeringsbank en het IMF. Het gaat over verschillende miljarden. Natuurlijk is dit altijd voordelig en gekoppeld aan bepaalde hervormingen. Er wordt nu echter weinig gesproken over hoe die hervormingen kunnen worden geabsorbeerd en wat dat zal betekenen voor bijvoorbeeld de levensstandaard van de modale mens. Op welke vlakken zal er moeten worden ingeboet? Het zijn natuurlijk gigantische sommen die voor het grootste deel moeten worden terugbetaald. Het is immers geen pure steun. Wat zal dat betekenen?

02.04 Philippe Blanchart (PS): Ook ik betreur de ongenueanceerde berichtgeving en de zwart-witbenadering ter zake in de pers. Zal België OVSE-waarnemers sturen naar de verkiezingen van 25 mei, gelet op de onduidelijke en gespannen situatie?

Wat zijn de kansen op een associatieverdrag tussen de EU en Oekraïne? Waarom verlopen de contacten via de ministers van de EU-lidstaten en niet via de Hoge Vertegenwoordiger van de Unie? Hoe willen de autoriteiten de daders vervolgen van het geweld dat aan tientallen mensen het leven heeft gekost? Zijn er aanwijzingen dat Rusland de toestand wil laten bekoelen?

Welke gevolgen zou een terugkeer van de Krim in de schoot van Rusland hebben? Welke lessen moet de EU uit die crisis trekken?

02.05 Roel Deseyn (CD&V): Lors de sa visite, quelles sont les questions concrètes adressées par les dirigeants politiques ukrainiens au ministre sur des thèmes comme l'aide à la population civile, le renforcement des capacités ou la sécurité? Si l'Union européenne est en mesure de définir précisément les souhaits du nouveau pouvoir en place, elle pourra également déterminer dans quelle mesure elle peut y accéder.

L'octroi de milliards d'euros de crédit a également été annoncé notamment par le biais de la Banque européenne d'investissement et du FMI, mais ces crédits sont subordonnés à des promesses de réformes. Comment celles-ci seront-elles concrétisées et quelle sera leur incidence sur le niveau de vie de l'Ukrainien lambda? Nous devons en effet éviter que

Ik zou niet graag hebben dat daar een beeld achterblijft van de EU die hardvochtig ingrijpt. Rationeel begrijpen wij allemaal wat er in Griekenland moest gebeuren, maar als wij hervormingen koppelen aan een geheel andere situatie in Oekraïne dan moeten wij goed weten wat wij vragen, ook op korte termijn.

Tot daar mijn twee vragen.

02.06 Herman De Croo (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, ik zal het relatief kort houden.

Ten eerste, ik vraag mij af of Europa lessen zal trekken uit wat er nu gebeurt. Wij zullen niet stemmen voor Sebastopol, daar ben ik van overtuigd. Zullen wij het wel doen voor Warschau, voor de Baltische staten die dus een ander contact en een andere integratie hebben tot ons? Tot waar zijn wij bekwaam onszelf zonedig te mobiliseren en dat onze Russische collega's te laten voelen?

Ten tweede, de energiemarkt domineert gans het systeem. Een tiental landen is afhankelijk van de Russische energietoevoer, tot zelfs voor 100 % wat de Baltische staten, Bulgarije en delen van Roemenië betreft. 50 % van de Duitse economie hangt af van de Russische energie tot zo'n punt dat men Baltische onderzeese leidingen heeft aangelegd om Polen te vermijden, en dat de heer Schröder – gewezen kanselier van Duitsland – vicepresident is van de internationale maatschappij die deze gastoeleveringen waarborgt. Gaan wij daar nu lessen uit trekken? Ik denk aan het advies van Armand De Decker.

Wij geven 60 % van de militaire uitgaven van de Verenigde Staten van Amerika uit. Ons rendement is 15 %. Zullen wij beperkingen kunnen instellen en vastleggen tot waar wij kunnen gaan? Zullen wij de pijpleidingen, de infrastructuur en de diversificatie van de energiebevoorrading eindelijk realiseren? Zullen wij een en ander tot een goed einde brengen? Wat is onze houding tegenover Turkije als bondgenoot ter zake? Het is een moment van bezinning.

Ik geloof niet dat wij de Krim zullen recupereren, dat is volgens mij gedaan. Als het daar stopt, is het al veel. Feit is echter dat wie nationalistes een vinger geeft, gewoonlijk ook zijn arm kwijt is.

02.07 Benoît Hellings, sénateur (Ecolo): Monsieur le président, monsieur le ministre, tout d'abord, la crise ukrainienne nous fait penser que nos débats sur le boycott de Sochi sont très loin.

Ma première remarque concerne l'échec des Nations unies. D'ailleurs, une première question est: comment faire en sorte de

les conditions fixées pour l'obtention d'une aide ne soient perçues comme impitoyables.

02.06 Herman De Croo (Open Vld): L'Union européenne tirera-t-elle les enseignements de ces événements? Nous n'avons pas l'intention de faire de Sébastopol un casus belli, mais jusqu'où laisserons-nous aller la Russie? Réagissons-nous si la Russie s'en prend à Varsovie ou aux États baltes qui sont en effet des États membres de l'UE?

Pour le reste, la question énergétique est évidemment déterminante dans ce dossier puisqu'une dizaine de pays dépendent des importations russes d'énergie, et l'économie allemande n'échappe pas à la règle puisque son fonctionnement est assuré à concurrence de 50 % par des importations de gaz russe. Va-t-on enfin se décider à tirer les conclusions qui s'imposent?

Nous dépensons 60 % des dépenses militaires des États-Unis mais notre rendement n'est que de 15 %. Ne faudrait-il pas fixer des limites? Allons-nous enfin nous attacher à rendre moins vulnérable notre approvisionnement énergétique. Et quelle attitude allons-nous adopter à l'égard de la Turquie?

Saisissons cette occasion pour nous livrer à une réflexion. Je crois que la Crimée est irrécupérable et nous pourrions nous féliciter si les choses en restent là. Je mets en garde: celui qui donne une main aux nationalistes sera généralement quitte d'un bras.

02.07 Benoît Hellings, senator (Ecolo): De Verenigde Naties hebben gefaald. Hoe kan men ervoor zorgen dat de VN wel een rol van betekenis kunnen spelen, onder andere in de kwestie van de

remettre en selle les Nations unies, entre autres dans le règlement des minorités russophones en Ukraine?

L'Union européenne également a échoué. C'est clairement l'échec de la politique de voisinage. La proposition de traité à l'Ukraine, à l'époque, n'a pas porté ses fruits. Peut-être est-ce notamment dû au fait que cette politique de voisinage est insuffisamment ambitieuse et ne dépasse pas une politique de libre-échange, avec aussi son corollaire d'austérité, et un partenariat énergétique.

Il faudrait peut-être aller au-delà, avec un partenariat en matière culturelle, en matière d'échanges d'étudiants, via l'élargissement du programme Erasmus; mais aussi un partenariat visant à l'amélioration de l'information et des médias. Les médias russophones inondent massivement l'Est de l'Ukraine, ce qui provoque aussi des scissions au sein des opinions publiques. Je pense que si nous voulons faire en sorte que l'Ukraine aille vers l'État de droit, il faut aussi l'aider à se doter de médias pouvant informer de façon cohérente toutes les populations.

La deuxième question porte sur l'aide.

Le gouvernement ukrainien, fût-il temporaire, a estimé à 35 milliards son besoin d'aide sur deux ans. Tout d'abord, il est important de remarquer que de nombreux pays de l'Union européenne, à commencer par la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, sont réticents à garantir un budget conséquent de l'Union européenne en matière de cohésion, par exemple.

Aujourd'hui, ce sont ces pays que l'on voit le plus en avant sur la scène internationale pour défendre l'Ukraine. Mais dès qu'il s'agit de mettre la main au portefeuille pour pouvoir assumer les politiques ambitieuses de l'Union européenne en matière de fonds de cohésion, ils ne sont plus là. Ce serait peut-être l'occasion, lors d'un prochain Conseil, de taper du poing sur la table et de faire remarquer que si nous voulons assumer des positions claires, il faut pouvoir aussi assumer financièrement.

À propos de l'aide, la Commission européenne a proposé 11 milliards d'euros d'aide, dont 1 milliard d'aide d'assistance directe, pouvant être insufflé directement dans l'économie ukrainienne, mais aussi 1,6 milliard de prêt. J'aurais aimé savoir à quel taux l'Union européenne proposait ce prêt à l'Ukraine.

C'est toujours la même question. Si nous ne leur proposons qu'un avenir économique fait d'austérité, de réformes structurelles économiques au potentiel impact profond sur l'économie; en somme, qu'un avenir néolibéral peu égalitaire, nous ne parviendrons pas ainsi à offrir une Europe brillante, une Europe positive pour ces Ukrainiens.

Enfin, une partie de ces 11 milliards serait conditionnée à l'application provisoire de l'accord de libre-échange.

Encore une fois, quelles en seront les conséquences sociales? Quelles seront aussi les conséquences de cet accord de libre-échange dans nos relations avec Moscou? Vous avez parlé de "désescalade". Comment agir pour que cette disposition du conditionnement de l'aide puisse être appliquée?

Russischtalige minderheden in Oekraïne?

De EU heeft ook gefaald, misschien – en dat is maar één van de redenen – omdat het nabuurschapsbeleid niet ambitieus genoeg is en niet meer behelst dan een vrijhandelsbeleid. Misschien moet er meer gedaan worden, via een cultureel partnerschap, een partnerschap inzake studentenuitwisselingsprogramma's, maar ook via een partnerschap dat ertoe strekt de berichtgeving en het mediabestel te verbeteren.

De Oekraïense regering schat dat het land de komende twee jaar hulp nodig heeft ten belope van 35 miljard dollar. Tal van EU-landen – Groot-Brittannië, Frankrijk en Duitsland voorop – staan huiverig tegenover de toezegging van een fors bedrag door de EU. Tijdens een volgende bijeenkomst van de Raad zou erop moeten worden gewezen dat als we duidelijke standpunten willen innemen, we daar ook het nodige geld voor moeten uittrekken.

De Commissie heeft 11 miljard euro steun voorgesteld, waarvan 1,6 miljard in de vorm van een lening. Welke rentevoet zal de EU toepassen? Als er enkel een toekomst met rigoureuze bezuinigingen in het vooruitzicht wordt gesteld, biedt Europa geen schitterend toekomstperspectief.

De voorlopige toepassing van de vrijhandelsovereenkomst zou als voorwaarde zijn gesteld voor de toekenning van een deel van die elf miljard. Welke gevolgen zal dat hebben op sociaal vlak en voor onze betrekkingen met Rusland? Hoe kan ervoor worden gezorgd dat die steun effectief conditioneel is?

De heer Lavrov heeft u uitgenodigd voor een bezoek aan Rusland. Zal u daar al of niet op ingaan? Naar verluidt zou u ook de

Enfin, lors de divers échanges que nous avons eus au Sénat et à la Chambre, vous avez expliqué que M. Lavrov vous avait invité à lui rendre visite en Russie. Quelle suite allez-vous lui donner? De même, il a été dit que vous auriez invité le ministre russe des Affaires étrangères à venir participer aux manifestations commémorant la fin de la Première Guerre mondiale. Est-ce toujours à l'ordre du jour?

02.08 **Georges Dallemagne** (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour ce débriefing.

Je tenais à rappeler que la situation en Ukraine est particulièrement dramatique et choquante sur le plan du droit international. Nous revivons une situation que nous n'avons plus connue depuis une trentaine d'années et l'époque de la guerre froide. Du reste, les dirigeants d'Europe centrale – en l'occurrence, de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne – ne s'y sont pas trompés quand ils ont établi un parallélisme entre les événements ukrainiens et ceux qu'ils ont connus jadis.

Le ton que j'entends à la Chambre est sensiblement différent de celui que j'avais perçu voici un mois lorsque nous étions pratiquement avec les manifestants sur les barricades. Certains d'entre nous clamaient: "Vive la révolution!" ou encore "Oui à ce rapprochement avec l'Union européenne!". Or, aujourd'hui, ils font preuve d'une grande prudence et estiment qu'il convient d'être plus nuancé. Selon moi, il faut d'abord souligner à quel point ce geste de la Russie est particulièrement préoccupant pour la stabilité internationale et, bien entendu, ukrainienne.

Cela dit, ce qui est fascinant dans cette affaire, c'est la fuite en avant de la Russie, qui se rejoue des histoires de la guerre froide et qui, tôt ou tard, en paiera forcément le prix. Au demeurant, le peuple russe a déjà fortement payé par le passé cet isolement magnifique et ce comportement défiant le droit international.

Certes, nous avons besoin d'entretenir de bonnes relations avec la Russie, parce que les enjeux économiques et de sécurité internationale l'exigent. Nous avons besoin d'avoir un partenariat avec la Russie. Cependant, il est inquiétant de voir à quel point la Russie se rejoue des histoires aujourd'hui. Il y a cette espèce d'appel au secours du Parlement de Crimée, avec ces dizaines de milliers de prétendus réfugiés qui fuient l'Ukraine et qui sont montrés à la télévision russe alors qu'il s'agit d'une fiction. Tout cela est une manière de raconter l'histoire que nous avons déjà connue avec la Russie de l'Union soviétique. Il est donc important d'essayer coûte que coûte que l'Union européenne rappelle la Russie à la raison.

Par ailleurs, monsieur le ministre, j'estime que votre visite sur place était particulièrement opportune. Je me félicite d'une visite à trois, ce qui n'est pas fréquent, en tout cas dans le cadre de crises aussi importantes. Cela montre bien qu'à trois, on peut avoir une diplomatie, un poids politique et une visibilité sur des points importants.

Cela dit, monsieur le ministre, pourriez-vous me dire quelques mots sur l'OTAN qui est mobilisée avec notamment ses avions de surveillance? Quelle est la mission de ces avions? Des F-16 ont été déployés par les États-Unis. Pour ma part, je souhaiterais que l'on

Russische minister van Buitenlandse Zaken hebben uitgenodigd voor de herdenkingen van het einde van de Eerste Wereldoorlog. Is dat nog altijd aan de orde?

02.08 **Georges Dallemagne** (cdH): De situatie in Oekraïne is dramatisch. Rusland keert terug naar de Koude Oorlog en stelt het internationale recht op de proef. Om economische redenen en met het oog op de internationale veiligheid moeten we goede betrekkingen onderhouden met dat land. De EU moet er alles aan doen om Rusland terug tot rede te brengen.

Het bezoek ter plaatse in Benelux-verband was diplomatiek gezien interessant en verhoogt de zichtbaarheid van die demarche.

Waarin bestaat de opdracht van de vliegtuigen die de NAVO heeft ingezet? In het kader van een bondgenootschap moeten de inspanningen gezamenlijk worden geleverd, en op een coherente en eenvormige wijze. Werd ons land gevraagd een bijdrage te leveren?

Loopt het driejaarlijks actieprogramma met Rusland nog steeds? Hoe staat het met onze betrekkingen met dat land?

Ik steun het voorstel van collega Blanchart om waarnemers te sturen wanneer er verkiezingen worden gehouden.

évite un déploiement américain parallèlement à un déploiement de l'OTAN. On se situe dans le cadre d'une alliance. Il existe, à ce jour, une éventuelle menace pour la sécurité régionale. Il faut donc tout mettre en œuvre pour que les efforts soient faits ensemble. Il ne faut pas avoir, d'un côté, les États-Unis et, de l'autre, l'OTAN. Le problème se pose en Europe. Il est donc d'autant plus important que cette alliance fonctionne de manière cohérente et uniforme. Pourriez-vous me donner des informations à ce sujet? La Belgique a-t-elle été sollicitée? Des forces seront-elles déployées par la Défense belge, dans le cadre d'éventuels exercices, manœuvres ou déploiements prévus dans les jours et semaines à venir?

En outre, le programme d'action triannuel avec la Russie, que vous aviez annoncé fin de l'année dernière, est-il toujours d'actualité? A-t-il été modifié? À l'époque, vous aviez évoqué les excellentes relations entretenues avec ce pays. Quel est l'état de nos relations avec la Russie aujourd'hui?

Pour terminer, je voudrais dire que j'appuie la proposition de mon collègue M. Blanchart visant à envoyer des observateurs lors des élections du 25 mai.

02.09 Bert Schoofs (VB): Mijnheer de voorzitter, als nationalisten staan wij uiteraard achter het zelfbeschikkingsrecht der volkeren, ook in Oekraïne. Tegen collega De Croo wil ik zeggen dat men naar ons, nationalisten, al heel vaak ten onrechte beschuldigende vingers heeft uitgestoken, maar dat nog niemand daar zijn arm door kwijtgeraakt is. Als nationalist voel ik mij wel op mijn tenen getrapt, maar misschien zitten wij hier om elkaar af en toe op de tenen te trappen.

Wat de bezetting van de Krim betreft, dat kan duidelijk niet, dat is strijdig met het internationaal recht. Dat kan op een andere manier geregeld worden, niet door te dreigen met gewelddadig optreden. Maar daarvoor zijn wij hier niet vandaag. Wij zijn hier vandaag om ons te bezinnen over de rol van België en vooral van de EU.

Het moet mij van het hart dat het getouwtrek in het nabije verleden om voor Oekraïne de deur naar de EU te openen, meer kwaad dan goed gedaan heeft. Men heeft signalen uitgestuurd naar dat land, maar die zijn vooral in Rusland verkeerd aangekomen.

Ik verheug mij dan ook over het feit dat velen vandaag zeggen dat er lessen moeten worden geleerd op dit vlak. Ja, maar dat zou binnen de EU op veel meer vlakken moeten gebeuren. Ik verwijst naar sommigen die pleiten voor de Verenigde Staten van Europa. Vandaag zien wij enkel hoe ver wij daar vanaf staan.

Er werd ook geopperd dat wij de banden met Rusland zouden moeten kunnen aanhalen. Ik meen dat collega De Decker dat geopperd heeft. Ik wil wel, maar zou de EU zich dan niet beter wat bescheidener opstellen? Het zal immers veel moeite en tijd kosten om bij Rusland nog goede wil te kweken, laat staan aanzien en respect te krijgen.

Mijn vraag is dan ook zeer duidelijk: welke gevolgen ziet de regering op middellange termijn voor de EU? Ik bedoel niet alleen het collectief van de lidstaten, maar alle lidstaten individueel en sommige uiteraard meer dan andere, met name de landen die zich aan de oostgrens bevinden.

02.09 Bert Schoofs (VB): Un doigt accusateur est trop souvent pointé à tort en direction des nationalistes, comme l'illustrent une fois de plus les propos tenus il y a quelques instants par M. De Croo. En tant que nationalistes, nous soutenons évidemment le droit à l'autodétermination des peuples, également en Ukraine.

Que l'intervention de la Russie en Crimée constitue une violation du droit international est une évidence. La question est de savoir quel rôle la Belgique et l'UE peuvent jouer. Les jeux d'influence de l'UE par rapport à l'Ukraine ont en tout cas fait plus de tort que de bien. Et ces signaux ont été mal perçus en Russie.

Nombreux sont ceux qui disent que l'UE doit tirer les enseignements des récents événements. Et il serait opportun qu'elle le fasse dans d'autres domaines également. Je songe à cet égard aux "États-Unis d'Europe" dont nous sommes manifestement très éloignés.

D'aucuns estiment que nous devons invoquer nos liens avec la Russie mais dans ce cas l'UE devrait faire preuve de davantage

U kent het oud Vlaams lied “Het daghet in den oosten”; wat dus wil zeggen dat de zon opkomt in het oosten. Vandaag moeten wij helaas stellen: het duistert in het oosten. Daar kunnen wij niet ongevoelig voor blijven, want de gevolgen kunnen ons ook treffen.

Heeft de regering al zicht op wat het conflict tussen Oekraïne en Rusland op korte en middellange termijn voor de EU kan betekenen?

02.10 Richard Miller, sénateur (MR): Monsieur le président, j'essaierai moi aussi de ne pas répéter les éléments déjà cités.

Je suis favorable au développement d'une défense commune et d'une politique étrangère commune à l'Europe.

Je garde néanmoins un accent légèrement différent de celui de mon ami et collègue M. De Decker. En effet, j'estime que l'attitude de la Russie est extrêmement préoccupante. Je comprends qu'il existe des liens culturels et historiques, mais de tels liens ont souvent été utilisés dans l'Histoire comme prétextes pour envahir un État et attenter à son intégrité territoriale.

Or je rappelle que, depuis 1994, la Russie est garante de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par le biais du traité de Budapest. Au moment du désarmement nucléaire de l'Ukraine, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie se sont portés garants de cette intégrité. La Russie s'est mise complètement en rupture par rapport à son engagement international.

Un autre élément est également inquiétant: la menace que la Russie a laissé entendre de ne plus laisser contrôler son arsenal stratégique nucléaire. De tels faits méritent, selon moi, d'être pris très au sérieux.

Je félicite M. le ministre pour ce déplacement rapide avec ses collègues du Benelux. J'ai l'une ou l'autre question plus précise.

M. De Croo a évoqué le problème du gaz. Monsieur le ministre, percevez-vous une évolution de vos collègues européens à l'égard de la Turquie? En effet, il existe une alternative avec le projet Nabucco pour lequel la Turquie est indispensable. Ce point m'intéresse particulièrement.

En outre, je soulignerai un autre aspect, après le nucléaire et l'énergie. Depuis plus de 20 ans, voire près d'un quart de siècle, la plupart des conflits internationaux sont de nature culturelle: les langues, les appartenances nationales, les composantes des populations, les migrations, etc. sont à l'origine des conflits internationaux ou constituent un critère, une constante des conflits.

J'ai particulièrement été intéressé, monsieur le ministre, par le discours que vous avez prononcé, à Bruxelles je pense, en faveur d'une réflexion sur la diplomatie culturelle. Je n'en appelle pas à des échanges d'orchestres et de tableaux d'exposition. Je pense qu'une véritable diplomatie culturelle, telle que développée par nos universités, appelle une réflexion en profondeur sur la façon dont il serait possible d'anticiper, de prévenir les différents conflits qui se dégagent.

d'humilité.

Quelles conséquences le conflit entre la Russie et l'Ukraine aura-t-il pour l'UE et, en particulier, pour les pays situés à la frontière orientale?

02.10 Richard Miller, senator (MR): Ik sta achter de uitbouw van een gemeenschappelijke Europese defensie en van een gemeenschappelijk Europees buitenlands beleid.

De houding van Rusland baart ons zorgen. Er bestaan ongetwijfeld culturele en historische banden, maar dergelijke banden zijn vaak als excuus gebruikt om een land binnen te vallen en de territoriale integriteit ervan aan te tasten.

Sinds 1994 staat Rusland overeenkomstig het Verdrag van Boedapest borg van de territoriale integriteit van Oekraïne. Vandaag verbreekt Rusland zijn internationale verbintenis. Daarnaast heeft Rusland laten verstaan dat het misschien niet langer zijn nucleaire arsenaal zal laten controleren. Over dergelijke feiten mag men niet luchthartig heenstappen.

De heer De Croo had het over het probleem van de gasbevoorrading. Het Nabucco-project, waarbij Turkije een onmisbare rol speelt, kan een alternatief bieden. Zijn uw Europese collega's met betrekking tot Turkije van mening veranderd?

Van oudsher zijn internationale conflicten cultureel van aard: talen, nationaliteit, bevolkingssamenstelling, migratie, enz. liggen aan de oorsprong van conflicten of spelen er telkens in mee.

Mijnheer de minister, ik vond uw toespraak in Brussel, waarin u een lans brak voor een reflectie over culturele diplomatie, bijzonder interessant. Een echte culturele

Je voulais le souligner car cela me paraît très important.

02.11 Karl Vanlouwe, senator (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw toelichting.

Er zijn al veel vragen gesteld. Ik zal niet in herhaling vallen.

Mijnheer de minister, de voorbije weken hebben de VS en de Europese Unie heel wat beslissingen, sancties en maatregelen genomen. Het is duidelijk dat de VS daarin iets verder willen gaan dan de Europese Unie. De Europese Unie is natuurlijk ook iets voorzichtiger en genuanceerder, omdat zij meer te verliezen heeft bij het nemen van sancties, die eventueel door bepaalde represailles vanuit Moskou zouden kunnen worden gevolgd. Men kan natuurlijk ook de afhankelijkheid en het belang voor de economie in het Westen of bepaalde landen niet ontkennen. Sommige collega's hebben daar ook al op gewezen.

Daarnaast kampen andere landen in Europa, onder meer de Baltische staten, met gelijkaardige problemen. Zij tellen een belangrijke Russische minderheid op hun grondgebied en hebben tot 20 jaar geleden eveneens onder de Sovjetbezetting geleden.

Mijnheer de minister, hoe ver staat het met de eensgezindheid in de Europese Unie over de sancties en de maatregelen die ten aanzien van Moskou moeten worden genomen? Welke landen zijn bereid hierin ver te gaan? Welke landen zijn veeleer terughoudend inzake bepaalde sancties?

Denkt u dat de sancties die zullen worden genomen, voldoende effect zullen sorteren? Vreest u de economische represailles die mogelijk vanuit Moskou zullen volgen, niet?

Wat is het standpunt van de Baltische staten, de oostelijke lidstaten, die met een gelijkaardig probleem van belangrijke etnische culturele minderheden op hun grondgebied moeten afrekenen?

Wat is daarover op de Raad van de Europese Unie besproken? Hoe hebben die landen zich positioneerd?

Le président: Chers collègues, je voudrais simplement faire deux ou trois brèves remarques.

Je pense que tout ce qui se passe aujourd'hui est quand même le fruit d'un échec dramatique de la politique des relations entre l'Occident et la Russie, après la chute du Mur de Berlin. Il y a 24 ans que nous n'avons pas été capables d'établir un véritable partenariat avec la Russie, alors que nous avons besoin de la Russie pour toutes sortes de raisons.

La Russie actuellement est confrontée aux mêmes défis économiques mais aussi aux mêmes défis sécuritaires que nous. Elle est confrontée aux mêmes menaces que nous. C'est un pays de traditions également judéo-chrétiennes, comme la plupart des pays européens, même s'ils sont largement déchristianisés.

diplomatie vergt een grondige reflectie over de manier waarop we kunnen anticiperen op conflicten en ze kunnen voorkomen.

02.11 Karl Vanlouwe, sénateur (N-VA): Les États-Unis et l'Union européenne ont déjà pris de nombreuses mesures. Il est évident que les États-Unis sont prêts à aller plus loin que l'UE, qui pourrait bien évidemment être plus durement touchée par d'éventuelles représailles russes. L'intérêt est indéniable pour l'économie occidentale et pour celle de certains pays en particulier.

Qu'en est-il de l'unanimité au sein de l'UE à propos des mesures à l'égard de Moscou? Quels pays sont favorables à un renforcement des mesures et quels pays sont réservés? Des sanctions contre Moscou produiront-elles bien les résultats escomptés? Le ministre craint-il des représailles économiques? Quelle attitude les états baltes adoptent-ils? Ils se trouvent dans une situation comparable à celle de l'Ukraine puisqu'ils comptent des minorités russes importantes et ont également beaucoup souffert de l'occupation soviétique.

De voorzitter: Wat vandaag gebeurt, komt doordat wij gefaald hebben op het stuk van de uitbouw van betrekkingen met Rusland. Na de val van de Berlijnse muur zijn wij er nooit in geslaagd een echt partnerschap tot stand te brengen met Rusland. Dat land wortelt evenwel (net als de meeste Europese landen) ook in een joods-christelijke traditie en wordt op het vlak van economie en veiligheid met dezelfde uitdagingen geconfronteerd als wij.

La faute en incombe surtout aux États-Unis plus encore qu'à l'Europe. Nous avons poursuivi une espèce de guerre froide larvée – j'y ai assisté à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, depuis maintenant plus de dix ans –, nous avons continué l'espèce de guerre froide larvée au lieu de rechercher les points de convergence avec la Russie, les points de partenariat. Et on lui reproche des choses que l'on n'ose pas reprocher à certains pays du Moyen-Orient ou d'Extrême-Orient, avec lesquels nous avons également des relations économiques importantes.

Donc, je crois que nous avons vraiment foiré dans cette affaire. Nous payons aujourd'hui le prix. Ce n'est certainement pas en roulant des mécaniques militaires que nous résoudrons le problème. Les pistes esquissées par le ministre sont les seules possibles. Il faudra, en effet, retisser des fils diplomatiques avec Moscou. Nous avons besoin de Moscou pour le futur, face à des menaces gigantesques tant sur le plan économique et autres qui nous concernent actuellement.

Par ailleurs, je pense que tous ceux qui sont allés soutenir les gens à la place Maïdan, je pense à M. McCain, M. Kerry et certains de nos collègues, pendant la grande effervescence ont oublié que l'Ukraine compte deux peuples: les ukrainophones et les russophones, tout comme chez nous, il y a des Wallons, des francophones et des Flamands. Donc, on a perdu de vue qu'une bonne partie de la population ukrainienne russophone ne partageait pas du tout les aspirations légitimes ou non des personnes qui se battaient à Maïdan.

Je n'en dirai pas davantage. Je ne pense pas que la partition de l'Ukraine sera évitée. La Crimée est un ajout artificiel à l'Ukraine, tout comme la Transnistrie a été un ajout artificiel à la Moldavie, etc. Nous serons mis devant le fait accompli par les Russes. Tout ce que nous devons faire, c'est tenter de rabibocher sur le plan diplomatique ce qui peut encore l'être.

02.12 **Didier Reynders**, ministre: Monsieur le président, je voudrais d'abord revenir sur certaines questions avant de dire deux, trois mots, non pas de conclusion car je crois que nous sommes loin de conclure.

Ik zal eerst de vragen van mevrouw Dumery beantwoorden over de Benelux.

Wij hebben veel overleg gevoerd vooraleer bezoeken af te leggen, niet alleen tussen de medewerkers en diplomaten onderling, maar ook in de Raad voor Buitenlandse Zaken en vervolgens in de Europese Raad. Daarmee wil ik maar aangeven dat wij naar Oekraïne gaan met een boodschap van de Europese Unie, net zoals dat het geval is als wij andere landen aandoen. Op basis van de conclusies van de Europese Raad en van de conclusies van de Raad voor Buitenlandse Zaken was het mogelijk om een eenduidig standpunt in te nemen.

De oorzaak daarvan ligt vooral bij de Verenigde Staten. Wij zijn met Rusland een soort van verkapte koude oorlog blijven voeren, in plaats van op zoek te gaan naar onze punten van overeenkomst. Wij verwijten Rusland bovendien zaken die wij andere landen waarmee wij betrekkingen onderhouden niet durven te verwijten!

Wij hebben in deze kwestie gefaald en wij betalen er nu de prijs voor. Deze crisis zal niet worden opgelost door stoere taal te spreken. De door de minister voorgestelde pistes zijn de enige die mogelijk zijn: er moet opnieuw met Moskou worden gepraat.

Diegenen die op het Maidanplein zijn geweest om de betogers te steunen, vergaten dat er in Oekraïne twee bevolkingsgroepen zijn, de Oekraïenssprekenden en de Russischsprekenden, en dat een deel van de Oekraïners niet achter de aspiraties van de Maidanbetogers staat.

Volgens mij zal een opdeling van Oekraïne niet kunnen worden voorkomen. De Krim is op een kunstmatige manier aan Oekraïne aangehecht, net als Transnistrië aan Moldavië. De Russen zullen ons voor een voldongen feit plaatsen. Wij moeten via diplomatieke weg doen wat nog kan worden gedaan.

02.12 **Didier Reynders**, ministre: Nous nous sommes effectivement concertés, préalablement à notre visite, avec des collaborateurs et des diplomates, mais également au sein du Conseil Affaires étrangères et du Conseil européen. En nous rendant en Ukraine, nous avons donc un message commun à délivrer au nom de l'Union européenne.

Préalablement à une réunion au niveau européen, les trois ministres du Benelux se concertent séparément à propos de leur collaboration. Ainsi, en tant que

Voorafgaand aan elke vergadering met presidenten of met ministers van Buitenlandse Zaken hebben wij overleg met de drie ministers, niet alleen over de verdeling van de taken en de verschillende toespraken, maar ook om in dezelfde richting te gaan.

Ik kan dat als volgt illustreren. Sinds het begin heb ik gezegd dat wij iets moesten zeggen omtrent autonomie. Welnu, misschien is het voor niet-Belgische collega-ministers niet evident om op dezelfde manier te denken over, bijvoorbeeld, de bescherming van de minderheden, de taalwet, de autonomie van de Gewesten en de provincies. Uiteindelijk konden wij echter in dezelfde richting gaan en was er een positief antwoord van alle ministers van Buitenlandse Zaken en de interim-president van Oekraïne.

Wat Rusland betreft, werd de vraag gesteld waar contacten mogelijk zijn.

Eerst en vooral is dat mogelijk in de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties. Er zijn de laatste weken veel vergaderingen gehouden, maar duidelijk zonder resultaat. Het is echter eerst en vooral in de Veiligheidsraad mogelijk om contact te hebben met Rusland. Tijdens de maand maart heeft Luxemburg het voorzitterschap van de Veiligheidsraad. Dat was zeer belangrijk tijdens ons bezoek aan Kiev. Wij proberen bijvoorbeeld om een ontmoeting te organiseren tussen de Veiligheidsraad en de eerste minister van Oekraïne. Dat is een vraag van de eerste minister. Tot nu toe is dat echter niet zo evident. Misschien zal die ontmoeting donderdag kunnen plaatsvinden, maar ik heb er nog geen bevestiging van.

Na het akkoord van Boedapest was er een engagement van de Verenigde Staten, Groot-Brittannië en Rusland om bescherming te bieden aan Oekraïne. Oekraïne heeft gevraagd om een vergadering te organiseren, waarop de Verenigde Staten en Groot-Brittannië positief hebben geantwoord. Rusland is daar tot nu toe echter niet op ingegaan. Dat is een tweede mogelijkheid om met Rusland in contact te treden.

Er zijn daarnaast nog veel andere mogelijke plaatsen voor contacten. Er was een voorstel van mevrouw Merkel om een internationale contactgroep te organiseren, waarin ook bepaalde internationale instellingen zouden worden vertegenwoordigd. In de internationale instellingen zijn er immers ook contactmogelijkheden, bijvoorbeeld in de OVSE en de Raad van Europa. Er zijn dus verschillende mogelijkheden.

De vraag is natuurlijk wat er moet worden gedaan.

Mijn eerste antwoord daarop luidt: het bereiken van een de-escalatie en de terugkeer naar een rustige situatie op het terrein. Ik weet niet of dat mogelijk zal zijn in heel Oekraïne. Misschien zal het mogelijk zijn in een deel van Oekraïne en niet in de Krim; ik weet het niet. De doelstelling moet duidelijk zijn; het is niet de bedoeling om naar een oorlog te gaan, integendeel. De Europese Unie pleit voor een de-escalatie.

Er zijn dus een heel aantal mogelijkheden voor contacten met Rusland. Daarnaast zijn er heel veel bilaterale contacten, bijvoorbeeld

Belge, j'ai estimé important que nous parlions de l'autonomie, de la législation linguistique, de la protection des minorités, des questions peut-être moins évidentes pour des non-Belges. En définitive, nous avons pu aboutir à une position commune, suivie d'une réponse positive de l'ensemble des ministres des Affaires étrangères et du président ukrainien par intérim.

Des contacts peuvent être établis avec la Russie au sein du Conseil de Sécurité. Au cours des dernières semaines, de nombreuses réunions ont déjà été organisées, mais sans résultat. En mars, le Luxembourg assure la présidence du Conseil de Sécurité, ce qui a constitué un élément important lors de notre visite à Kiev. Nous tentons d'organiser une réunion avec le Conseil de Sécurité et le premier ministre ukrainien. Cette rencontre aura peut-être lieu jeudi, mais cela reste à confirmer.

Il existe un deuxième moyen d'entrer en contact avec la Russie. Après l'accord de Budapest, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie ont accepté d'offrir la protection à l'Ukraine. La Russie n'a toutefois pas encore accédé à la demande d'organisation d'une réunion de l'Ukraine.

Hormis cela, d'autres possibilités de contact existent. La chancelière allemande, Mme Angela Merkel, a proposé de mettre sur pied un groupe de contact international. Certaines possibilités de contact existent également au sein d'institutions internationales comme l'OSCE et le Conseil de l'Europe.

Le premier objectif doit être d'en revenir à une situation sereine sur le terrain. L'UE plaide dès lors en faveur d'une désescalade.

Il existe en outre des contacts bilatéraux avec la Russie. Le

tussen mijn kabinet en de ambassadeur van Rusland in Brussel. Er zijn ook veel contacten van andere Europese en internationale partners met Rusland zelf. Zelfs de secretaris-generaal van de Verenigde Naties heeft contact opgenomen met Rusland.

Er bestaat een taalwet uit 2012, goedgekeurd op basis van een voorstel van de Partij van de Regio's, dat was een eis van Russischsprekenden in verschillende provincies. Het is nu mogelijk om het Russisch als tweede taal te gebruiken in 15 van de 25 provincies.

In het nieuw Parlement lag er echter, na heel wat andere beslissingen, een stemming voor over de afschaffing van die wet. Men wilde terugkeren naar de vroegere situatie, dus zonder de mogelijkheid om het Russisch als tweede taal in te voeren in verschillende provincies. Deze wettekst werd echter niet ondertekend door de president en de wet kon dus niet worden uitgevoerd.

Nu bestaat er dus, en dat heeft de president gezegd tijdens de onderhandelingen, een wet uit 2012 in Oekraïne, die aan 15 van de 25 provincies de mogelijkheid geeft om het Russisch in te voeren als tweede taal, op basis van een voorstel van de Partij van de Regio's, de partij van de Russischsprekenden.

Ik zie dus geen echte moeilijkheid. Zij zijn bereid om rond de tafel te zitten met verschillende minderheidsgroepen om de mogelijke evoluties te bekijken van de nieuwe wet en met respect voor de minderheden.

In verband met autonomie, heb ik alleen gezegd dat het nuttig kan zijn om een uitweg te bieden, niet alleen aan Rusland maar ook aan de verschillende groepen in Oekraïne. Misschien kan autonomie voor één of meer provincies een uitweg bieden.

De Krim kent al een zeer grote autonomie in de huidige Grondwet, maar aan andere regio's kan misschien ook autonomie worden toegekend. Dat moet in feite wel gebeuren op vraag van de bevolking zelf. Het moet resulteren uit een dialoog tussen de verschillende Oekraïense partijen en parlementsleden. Eventueel kan een referendum worden georganiseerd, maar eerst moeten de provincies en Kiev een akkoord bereiken over zo'n voorstel. Het kan niet plaatsvinden zoals thans voorgesteld in de Krim, zonder akkoord in Kiev, zonder dat die mogelijkheid is opgenomen in de Grondwet en bovendien onder de aanwezigheid van Russische troepen.

En ce qui concerne l'évolution de l'Ukraine dans les prochaines années, le message sera toujours le même: on doit tenter de faire comprendre du côté russe que les accords d'association - le partenariat oriental qu'on veut développer -, ne doivent en rien empêcher que nos partenaires orientaux continuent à être aussi des partenaires de la Russie. Je prendrai l'exemple que mon collègue polonais cite régulièrement: la Pologne, qui est dans l'Union européenne, a l'Allemagne comme premier partenaire économique mais son deuxième partenaire reste la Russie. Il n'y a donc aucune raison qu'un partenariat avec l'Union européenne empêche une situation de partenariat avec la Russie.

Pour le moment, et plusieurs personnes ont parlé de la guerre froide,

secrétaire général des Nations Unies s'est également mis en rapport avec la Fédération de Russie.

La loi linguistique de 2012, qui a été adoptée sur la base d'une proposition du Parti des régions, autorise l'usage du russe comme deuxième langue dans 15 des 25 provinces ukrainiennes. Le nouveau Parlement a adopté une proposition tendant à abroger cette loi, mais le président n'a pas signé la proposition en question. La loi de 2012 reste en vigueur et les nouvelles autorités sont prêtes à s'asseoir autour d'une table avec les différentes minorités.

L'autonomie d'une ou de plusieurs provinces pourrait peut-être constituer une issue.

La Crimée jouit déjà d'une très grande autonomie mais celle-ci pourrait peut-être aussi être octroyée à d'autres régions. Ce processus doit être le résultat d'un dialogue au Parlement ukrainien et d'une demande de la population. Si un accord était conclu entre les provinces et Kiev, un referendum pourrait éventuellement être organisé. Les exigences actuelles de la Crimée, à savoir un referendum sans l'accord de Kiev, sans fondement constitutionnel et avec des troupes russes sur le terrain, est impossible.

We moeten de Russen doen inzien dat de associatieovereenkomsten die we nastreven, helemaal niet beletten dat onze oostelijke partners ook partners zijn van Rusland. Duitsland is de belangrijkste economische partner van Polen, maar Rusland komt op de tweede plaats. We willen geen antagonisme in de hand werken.

De situatie kan evolueren naar een *frozen conflict*, zoals in Georgië en

on sent bien que la réflexion en Russie se limite à "on est avec" ou "on est contre". Tout est fait dans l'Union douanière pour empêcher cette dualité de relation. L'Ukraine ne va pas changer de place, elle a ses voisins et elle devra travailler des deux côtés.

La situation en Crimée est très particulière. Je reste convaincu qu'il y a un risque de conflit gelé. Je réponds à M. Dallemagne qu'il ne faut pas remonter loin dans le temps. Rappelez-vous en 2008, la situation en Géorgie et en Transnistrie: on voit bien ce que peut devenir une situation gelée. Je reconnais que la situation dans ces deux entités de Géorgie est de moins en moins souvent évoquée car je ne cache pas que, pour l'instant, l'attention est portée sur l'Ukraine. En août dernier, toute l'attention était sur l'Égypte. Le 21 août, après une attaque chimique, toute l'attention était portée sur la Syrie. Depuis lors, on parle de temps en temps de la Syrie, même si nous y sommes attentifs en permanence.

02.13 Juliette Boulet (Ecolo-Groen): (...)

02.14 Didier Reynders, ministre: Madame Boulet, posez une question en séance plénière! J'y répondrai très volontiers. Mais venez en séance plénière! Ce sera intéressant. Je peux comprendre vos jeux sur tout cela.

Je dis simplement très sérieusement que l'on va, à chaque fois, d'un point d'attention à un autre. Et même dans ce dossier-ci, on oublie très vite ce qui s'est passé en Géorgie. Je vous invite à relire ce qui a sûrement été déclaré aussi dans cette assemblée à l'époque. Pourtant, la situation est gelée, dans tous les sens du terme. On n'y revient presque plus. De même, pour ce qui est de la Transnistrie, le débat est là. J'ai rencontré hier mon collègue roumain en quittant Kiev et il m'en a reparlé longuement car les Roumains savent bien quelle est la situation. Ici, je crains vraiment un conflit gelé. Il ne faut pas remonter très loin dans le temps pour voir quel est le réflexe russe. C'est un réflexe dans des territoires attenants à la Russie avec des populations russophones importantes. Il faut voir comment gérer nos relations et partenariats orientaux avec ce partenaire russe.

Pour ce qui est de la Défense sur laquelle je reviendrai dans ma conclusion, il faut tirer les leçons de la situation actuelle, à savoir que l'on doit travailler sur quelques nouveaux progrès dans l'Union européenne.

Monsieur Blanchart, pour ce qui est des observateurs OSCE, j'ai fait la demande à la Défense. Je crois que l'on va vers une réponse positive du côté de la Défense dans les prochaines opérations d'observation. Nous serions aussi favorables – cela dépendra de mon département – à participer à l'observation des élections, à travers les missions qui seront programmées probablement par l'OSCE.

En ce qui concerne le rôle des ministres et de la haute représentante, nous avons tenté de renforcer sans arrêt la démarche avec le même langage tenu par tous les visiteurs qui viennent sur le terrain en Ukraine. Mme Ashton ne peut pas être en permanence présente à Kiev. Je dois dire qu'elle a joué un rôle très actif dans le dossier ukrainien mais il me paraissait assez logique, au vu de la géopolitique, que des ministres français, allemands et polonais soient autour de la table pour négocier aux environs du 20 février.

in Transnistrië, waar steeds minder over wordt gepraat. De aandacht gaat nu immers naar Egypte, Syrië ...

02.14 Minister Didier Reynders: We moeten niet te ver in de tijd teruggaan om vast te stellen hoe de Russen reageren in aangrenzende gebieden met een grote Russischsprekende bevolking.

Wat de Europese Defensie betreft, moeten er lessen worden getrokken uit de huidige situatie om te trachten vooruitgang op dat vlak te boeken.

Wij zijn voorstander van het sturen van OVSE-waarnemers en van een deelname aan een waarnemingsmissie bij de verkiezingen. De Europese ministers die Oekraïne hebben bezocht, zaten allemaal op één lijn. Mevrouw Ashton kan niet permanent in Kiev aanwezig zijn en het leek logisch dat Duitse, Franse en Poolse ministers een centrale plaats aan de onderhandelingstafel zouden innemen.

We moeten werk maken van een krachtadiger buitenlandbeleid voor de EU. We willen met de toekomstige associatiepartners zo snel mogelijk het akkoord over de politieke hervormingen ondertekenen.

We willen vermijden dat de geweldplegers ongestraft blijven. We hebben al sancties genomen tegen de Oekraïense verantwoor-

Cela n'a pas mené à une exécution de l'accord mais on devra rester dans cette même logique. On doit travailler de plus en plus au renforcement d'une politique européenne des Affaires étrangères. Je vais aussi en dire un mot.

Pour ce qui concerne les perspectives d'association, l'objectif est de signer le plus tôt possible l'accord sur le volet d'association politique. J'espère que nous pourrons le faire très rapidement.

Pour les poursuites à l'égard des auteurs d'actes de violence, il n'y a pas de doute pour les Européens sur la volonté d'éviter toute impunité. C'est la raison pour laquelle des sanctions ont déjà été prises pour certains responsables ukrainiens: 18 sont sur une première liste. Il y en aura probablement d'autres. La question a été posée aux ministres des Affaires étrangères sur place: la volonté est aussi de poursuivre les groupes, les groupuscules présents dans la rue qui ont peut-être commis aussi des infractions. Par exemple, des journalistes m'ont confirmé qu'on avait demandé à la VRT et à VTM qu'elles communiquent aux autorités judiciaires les images filmées sur place. Il se fait que pendant ces journées, ces institutions de télévision ont filmé un certain nombre de tirs dans les rues de Kiev. Ces images permettront peut-être d'avancer.

Existe-t-il des signes d'apaisement? Il y a des messages très contradictoires venant de Russie mais il y a une demande de dialogue. Nous verrons si nous pouvons accrocher. Je reste très prudent en la matière.

Mijnheer Deseyn, er is veel vraag naar civiele steun en naar steun op administratief vlak.

Ik heb het tijdens mijn inleiding niet vermeld, maar een eerste noodzakelijke hervorming in Oekraïne is het organiseren van een echte strijd tegen de corruptie. Dat is nu ook met zoveel woorden door heel veel verschillende partners gezegd. Het probleem is alombekend. Het was ongelooflijk om zien in Oekraïne.

Om de strijd tegen de corruptie aan te gaan, zijn er nieuwe leiders nodig na de verkiezingen en veel nieuwe benoemingen in de verschillende topfuncties en andere functies in de verschillende administraties. Dat betekent echter ook dat er echte steun op administratief vlak moet komen. Er is nu door het IMF en door andere internationale instellingen een echt programma uitgewerkt.

Het probleem zal de coördinatie zijn. Wij kunnen niet veel verschillende missies naar Oekraïne sturen, om het land steun op administratief vlak te geven. Er moet coördinatie zijn en die zal heel belangrijk zijn. Er moet niet alleen economische steun of politieke steun via een associatieakkoord komen. Er moet ook administratieve en civiele steun voor vele verschillende actoren komen. Ook moet er steun aan de civiele maatschappij, dus aan vele ngo's, zijn.

Wij hebben met de ngo's contact gehad. Er is echt vraag om nog meer steun aan de civiele maatschappij te geven, teneinde echt invloed op de nieuwe instellingen te kunnen uitoefenen. Er zal in Oekraïne met nieuwe instellingen en nieuwe mensen worden gestart.

delijken, en er zullen er wellicht nog volgen. De Oekraïners willen wie op straat wandaden beging of op de betogers schoot, vervolgen. De gerechtelijke autoriteiten hebben de VRT en VTM gevraagd hun beeldmateriaal ter beschikking te stellen.

Rusland geeft tegenstrijdige signalen af over het afnemen van de spanningen, maar vraagt dat er gepraat zou worden.

Les demandes d'aide civile et administrative sont nombreuses. La lutte contre la corruption constitue une réelle nécessité en Ukraine. À cet effet, il faudra, après les élections, de nouveaux dirigeants et de nouvelles nominations aux plus hautes fonctions et aux postes administratifs. Le FMI et d'autres institutions internationales ont élaboré un programme d'aide administrative. Ces initiatives devront évidemment être coordonnées et un soutien devra être apporté aux nombreuses ONG et à la société civile.

Plusieurs réunions se sont déjà tenues au niveau de l'OTAN à la demande de l'Ukraine. Sur la base de l'accord d'association entre l'OTAN et l'Ukraine, il a été procédé à un échange d'informations et à une analyse de la situation. À la demande de la Pologne, il y a également eu quelques réunions sur la base du traité de Washington en raison d'un risque

Mijnheer De Croo, ik zal meer vertellen over de lessen op Europees vlak. Ik wil één punt aanhalen aangaande de NAVO en de bescherming van de Baltische en andere landen. Het geeft ook antwoord op een precieze vraag over de NAVO. C'était, je pense, la question de M. Dallemagne.

Tot nu toe vonden er bij de NAVO verschillende vergaderingen plaats, eerst op verzoek van Oekraïne. Er bestaat een associatieakkoord tussen de NAVO en Oekraïne. Het was dus logisch om een vergadering te organiseren met het oog op de uitwisseling van inlichtingen en een analyse van de situatie.

Er vonden ook enkele vergaderingen plaats op verzoek van Polen, op basis van artikel 4 van het Verdrag van Washington, met name een mogelijke agressie – nog geen agressie, maar een mogelijke agressie – tegen een lid van de NAVO. Er is dus steeds meer uitwisseling van inlichtingen. Zo krijgen wij, ook België dus, in de NAVO meer informatie. Het is ook altijd mogelijk om nog verder te gaan.

Pour répondre à MM. Dallemagne et De Croo, si une démarche devait être entreprise, le Traité prévoit une mobilisation européenne pour protéger des États membres ou pour repousser des agressions. L'avons-nous fait récemment? Il ne faut pas remonter très loin dans le temps. Pour la Syrie, des missiles Patriot américains, néerlandais et allemands ont été déployés sur le territoire turc en vue de le protéger. Quand un risque d'agression se profile à l'égard d'un membre de l'OTAN, la réaction est immédiate. Bien entendu, vous dire dans quelle ampleur et selon quelles modalités...

Iets anders is natuurlijk welke acties mogelijk zijn. Ik kom straks ook nog even terug op de domeinen energie en defensie.

Monsieur Hellings, je peux comprendre qu'on mette toutes les responsabilités sur le dos de l'Union européenne, mais il ne faut pas exagérer! Vous dites que c'est l'échec de la politique de voisinage. Dans une politique de voisinage, il faut que nous ayons la même façon de voir les choses que nos voisins immédiats, et si possible, que des voisins un peu plus éloignés permettent le développement de ce voisinage. Donc dire que c'est l'échec de la politique de voisinage européenne...

Nous étions près d'aboutir à un accord avec l'Ukraine. Ce sont des autorités ukrainiennes qui ont souhaité ne plus avancer. Il y a eu une pression très forte du côté russe. Cela a provoqué le démarrage d'une véritable révolution dans les rues d'Ukraine, à l'initiative, c'est vrai, d'une partie de la population.

En Arménie, il y a eu des problèmes, des pressions russes, lorsque nous avons voulu avancer dans ce même partenariat oriental.

Je constate simplement que le projet européen a permis depuis des années, des décennies, d'élargir une zone de paix et de démocratie sur le territoire. Maintenant, ce sont 500 millions d'habitants qui vivent

d'agression contre un membre de l'OTAN. De nombreuses informations sont donc déjà échangées et ces échanges peuvent encore être accrus.

Om op de vragen van de heren Dallemagne en De Croo te antwoorden onderstreef ik dat het Verdrag uiteraard voorziet in een mobilisatie van Europa om lidstaten te beschermen, zoals onlangs nog in Turkije het geval was. Wanneer er gevaar ontstaat voor agressie tegen een NAVO-lidstaat, zal er onmiddellijk gereageerd worden. Hoe hard men zal terugslaan en volgens welke modaliteiten, dat is natuurlijk vers twee.

Neen, dit is niet de mislukking van het nabuurschapsbeleid! Maar de verdere burens moeten ook toelaten dat dat nabuurschap zich ontwikkelt. We stonden zeer dicht bij een akkoord met Oekraïne; de Oekraïense autoriteiten gaven er onder sterke Russische druk echter de voorkeur aan de progressie stop te zetten. Hetzelfde gebeurde toen we een oostelijk partnerschap wilden aangaan met Armenië.

Dankzij het Europese project kwam er een grote democratische vredeszone tot stand, met 500 miljoen inwoners. Er bestaan echter nog steeds regio's waar onze burens niet in zo een situatie leven, onder meer in een aantal landen rond de Middellandse Zee,

en paix sur le continent européen.

Tous nos voisins ne sont pas dans la même situation. C'est vrai pour le pourtour sud de la Méditerranée, avec ce qu'on appelle le Printemps arabe. La situation est évidemment beaucoup plus dramatique et conflictuelle au Moyen-Orient; et encore bien pire en Syrie. C'est aussi vrai à l'Est, au-delà du territoire extraordinairement élargi il y a maintenant moins de dix ans.

Nous essayons de mener une politique de voisinage, mais qui doit pouvoir reposer sur des partenaires. Je vous entends dire que "l'on devrait mettre plus d'argent". J'ai entendu quelqu'un que, si j'ai bien compris, votre parti européen considère comme un grand leader, dire que 11 milliards serait trop d'argent européen.

Je constate qu'au sein d'une même formation politique, les avis peuvent être très variés. Pour ma part, je reste convaincu que nous devons consentir cette dépense. J'espère que vous arriverez à convaincre votre tête de liste aux élections européennes d'aller dans cette direction. En effet, il semble que tel ne soit pas son point de vue.

Cela étant, il y a une part de responsabilité de l'Union européenne qui doit essayer de convaincre les partenaires d'avancer.

Vous avez dit que l'aide n'était peut-être pas suffisante au regard de la demande de 35 milliards d'euros. Je ne citerai pas littéralement le commentaire du responsable du Fonds monétaire sur le sujet car il n'était pas prévu de le rendre public. Mais je peux vous dire qu'il s'agit d'un calcul de l'ancien ministre des Finances qui a annoncé des chiffres qui ne peuvent être justifiés. On peut demander le montant précité, un montant beaucoup plus important ou encore moins élevé. Les évaluations du Fonds monétaire sont en cours. À entendre ce dernier, il existe maintenant une vraie collaboration des nouvelles autorités ukrainiennes. Ce faisant, nous aurons probablement la capacité de mettre en œuvre des programmes. Mais il est manifeste qu'un montant aussi volumineux n'est, pour l'heure, pas nécessaire.

Les premières échéances de remboursement arrivent en juin. Il est plutôt question de 3 milliards de dollars ou d'euros. Vous m'avez interrogé au sujet des taux. Je peux vous dire que des prêts à la Grèce sont accordés à un taux d'environ 5 %. Les calculs seront effectués en collaboration avec le Fonds monétaire. Il s'agira de taux plus avantageux que les taux de marché, comme c'est le cas à chaque fois. Mais tout dépendra de l'instrument qui sera utilisé. C'est le Fonds monétaire qui donnera, à un moment donné, l'orientation sur le type d'instrument à utiliser. En général, l'Union européenne s'aligne sur ce genre de calcul. Comme je l'ai dit, il s'agit de taux préférentiels, sinon notre aide n'aurait pas de sens. Mais les mécanismes peuvent être très différents.

J'attire l'attention sur le fait que les aides qui sont programmées proviennent beaucoup de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Des projets vont donc devoir être relancés ou initiés. Il s'agit souvent de projets assez lourds en termes d'infrastructures. Il y a aussi des projets de réforme des secteurs économiques, y compris de privatisation. Mais il faut d'abord voir clair dans un certain nombre de structures publiques qui gèrent ces secteurs actuellement et qui sont

in het Midden-Oosten en in meer oostelijk gelegen landen.

Mijnheer Hellings, u vraagt meer geld voor het nabuurschapsbeleid, en daar steun ik u in, maar nu moet u uw lijsttrekker voor de Europese verkiezingen nog daarvan zien te overtuigen!

Het bedrag van 35 miljard euro steun werd naar voren geschoven door de voormalige minister van Financiën en kan niet verantwoord worden. Het IMF evalueert de noden, en rekent op de serieuze medewerking van de nieuwe Oekraïense autoriteiten.

De eerste aflossingen zullen pas in juni moeten gebeuren. Het zou eerder over een bedrag van drie miljard euro gaan. Tegen welke rentevoet? De berekeningen zullen samen met het IMF uitgevoerd worden. Ter indicatie, de rentevoet voor de leningen aan Griekenland bedraagt ongeveer vijf procent. Er zal natuurlijk een preferentieel tarief worden toegekend, maar de mechanismen kunnen verschillen.

Aangezien de Europese Investeringsbank (EIB) en de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling (EBRD) veel van de geprogrammeerde steun zullen financieren, zal het over infrastructuurprojecten gaan, of projecten voor de hervorming van de economische sectoren, waaronder privatiseringsprojecten. Eerst moet er echter duidelijkheid zijn over de corrupte overheidsinstellingen die die sectoren beheren.

Als Benelux leggen we meer gewicht in de schaal dan alleen.

Er worden AWACS-radarvliegtuigen ingezet boven Polen en Roemenië. Er wordt geprobeerd alles zo veel mogelijk in NAVO-verband te organiseren, maar de VS hebben bilaterale akkoorden met bepaalde landen, onder meer met Polen. Er is nood aan een sterkere Europese actie, ook

probablement les plus corrompues du pays.

Monsieur Dallemagne, je vous remercie du commentaire sur les visites, mais je pense effectivement que nous devons être réalistes, car même en étant en visite Benelux, on nous demande régulièrement ce que nous pouvons faire et, par ailleurs, on nous demande pourquoi on ne fait pas plus. Il importe de trouver à un moment donné une capacité de peser réellement. Nous pouvons le faire plus facilement à trois que seuls.

Je ne reviens pas sur le volet OTAN et les réunions qui ont eu lieu. J'en ai dit un mot. Par contre, des décisions ont été prises. Il y a aujourd'hui des déplacements d'Awacs au-dessus de la Pologne et de la Roumanie. Des discussions ont eu lieu pour aller plus loin. Pour l'instant, aucune décision n'a été prise. Simplement, pour ce qui concerne les USA, c'est vrai qu'on essaie de tout faire au sein de l'OTAN, mais il ne faut pas oublier les accords bilatéraux. Donc, les USA ont des accords bilatéraux avec certains pays, notamment la Pologne. C'est dans ce cadre que des opérations militaires sont parfois organisées. J'y reviendrai, mais cela nécessite une démarche européenne plus forte, y compris au sein de l'OTAN.

En ce qui concerne la Belgique, nous avons des équipages – j'ignore s'ils participent pour l'instant aux opérations au-dessus de la Pologne et de la Roumanie – qui travaillent pour le déploiement des Awacs. Régulièrement, dès qu'il est question d'Awacs, des équipages belges peuvent à un moment donné être mobilisés. Notre aviation participe au contrôle aérien au-dessus des pays baltes ce, dans le cadre d'un mécanisme plus général.

Et au sein de l'OSCE, je le rappelle, j'ai demandé à la Défense à pouvoir participer avec les observateurs militaires à des opérations de l'OSCE. J'espère que ce point sera débloqué pour les prochaines opérations.

En ce qui concerne nos relations avec la Russie, je peux répondre dès lors de la même façon au président de la commission de la Chambre: nous tentons de développer des contacts.

Évidemment, dès que des sanctions sont évoquées, ces contacts disparaissent. Pour prendre des exemples, la première sanction évoquée par certains grands États est ne pas participer à la préparation du G8 de Sotchi, puisque Sotchi est devenue la ville de référence.

Je redis à M. Hellings que je n'ai pas choisi de boycotter une réunion à laquelle je n'étais pas invité et à laquelle nous n'avons jamais envoyé personne. Je veux bien colorier en boycott une réalité, mais comme nous n'avons aucune intention de nous y rendre, je ne vois pas très bien pourquoi annoncer cela.

En revanche, je le répète – et j'en reviens à M. Dallemagne –, dans tous nos contacts, la question des droits de l'homme occupe la première place dans nos relations avec la Russie. C'est le G8 qui a organisé des contacts. De plus, lors de crises antérieures, nous avons établi la relation OTAN-Russie. Depuis deux ans, je participe à des réunions régulières avec mon homologue Sergueï Lavrov dans ce cadre-là. C'est évidemment utile. De bonnes collaborations ont même

binnen de NAVO. België beschikt over bemanning die kan worden gemobiliseerd wanneer er AWACS-vliegtuigen worden ingezet. Onze luchtmacht neemt deel aan de controle van het luchtruim boven de Baltische staten. Ik heb Defensie gevraagd militaire waarnemers in te zetten in OVSE-operaties.

Zodra er sprake is van sancties, worden de betrekkingen met Rusland ondergraven. De eerste sanctie die door een aantal grote landen werd geopperd, is weg te blijven op de voorbereiding van de G8-top in Sotsji.

De kwestie van de mensenrechten neemt een centrale plaats in in onze betrekkingen met Rusland.

De G8 heeft contacten georganiseerd. Tijdens eerdere crisissen hebben we de NAVO en Rusland bijeengebracht. In dat kader neem ik regelmatig deel aan bijeenkomsten met mijn Russische ambtsgenoot Lavrov. Zo kon er op diverse vlakken een goede samenwerking tot stand worden gebracht. Er worden topontmoetingen tussen de EU en Rusland georganiseerd. President Poetin heeft Brussel bezocht en we hebben geprobeerd een economische associatieovereenkomst op poten te zetten. We zullen ons in functie van de veranderende situatie aanpassen.

pu être nouées. Pour l'Afghanistan, des transits par la Russie ont eu lieu. Je pense aussi à l'emploi d'hélicoptères. Et puis, des sommets UE-Russie sont organisés. M. Poutine est venu à Bruxelles au mois de janvier, si je ne m'abuse. Nous avons également essayé de développer un accord d'association économique. La commission jointe s'est réunie avec le vice-premier ministre, Rogozine.

En fonction de l'évolution de la situation – escalade ou désescalade –, et j'ai déjà fait passer le message au sein de mon département, nous allons nous adapter aux souhaits de l'Union européenne, en essayant de voir jusqu'où nous irons.

Monsieur le président, je reconnais que c'est peut-être un échec de nos relations avec la Russie.

(...): (...)

02.15 **Didier Reynders**, ministre: Nous avons tenté des rapprochements, et je viens de citer plusieurs endroits où nous avons essayé de tisser des liens avec la Russie. Mais il faut aussi qu'elle fasse un geste. Quand un événement relatif aux droits de l'homme se produit en Russie, la demande émanant du parlement est pratiquement de ne plus travailler avec ce pays. Or il faut plutôt rencontrer ses dirigeants et tenter d'influer sur leur politique. Bien entendu, si plusieurs territoires sont envahis, nous ne pouvons pas continuer à dire simplement: "Nous allons nous voir".

Une relation différente devra se développer.

Monsieur Miller, dans l'escalade, je ne me prononce pas sur les répartitions de rôles entre les membres du même groupe au Sénat, ni sur les nuances de chacun, mais je pense que le texte de Budapest aurait pu servir de base à des accords et des contacts; malheureusement, jusqu'à présent, la Russie a refusé d'y participer.

Sur l'avenir concernant la Turquie, avant de reparler de l'énergie en conclusion, il apparaît une évolution de la discussion dans l'Union européenne, mais à nouveau très ambivalente; très logiquement. Nous avons essayé de reprendre le contact, nous avons réouvert les chapitres pour la négociation de l'adhésion; il est indispensable de garder ce contact et de garder la Turquie accrochée à l'Union européenne. Il ne s'agit pas de revivre une difficulté.

Néanmoins, il faut savoir que la Turquie, aujourd'hui, connaît une situation que nous observons de près concernant ces accusations de corruption pour des dirigeants turcs, avec des décisions prises à l'égard des autorités judiciaires et policières qui inquiètent. Il nous faut trouver un équilibre. Mais, effectivement, les regards sont différents sur le rôle que pourrait jouer la Turquie, y compris quant à l'approvisionnement énergétique à travers des infrastructures comme Nabucco.

Sur la culture, je suis bien convaincu. Pour donner un seul exemple, quand on parle de diplomatie culturelle, il s'agit aussi de porter des valeurs. Dans la façon de porter des valeurs, les 31 mars et 1^{er} avril, il se tiendra à Bruxelles une conférence sur la prévention des génocides. Nous avons tellement porté ce dossier depuis pas mal de temps que le secrétaire général des Nations unies a accepté de venir

02.15 **Minister Didier Reynders**: We hebben getracht banden te smeden, maar Rusland moet ook een gebaar maken. Als er gebieden worden bezet, kunnen we niet gewoon blijven zeggen dat we elkaar opnieuw zullen ontmoeten.

Op grond van het Memorandum van Boedapest was een akkoord mogelijk, maar Rusland heeft geweigerd daaraan mee te werken.

De discussie in de EU met betrekking tot de toekomst met Turkije evolueert. We hebben de toetredingsonderhandelingen opnieuw opgestart. Het is zaak om Turkije bij Europa te houden, maar de situatie van het land is delicaat, vanwege de beschuldigingen van corruptie aan het adres van hooggeplaatste personen en bepaalde verontrustende beslissingen ten aanzien van de gerechtelijke en politionele autoriteiten. Er moet een goede balans worden gevonden.

Wanneer we het hebben over culturele diplomatie, moeten we ook bepaalde waarden verdedigen. Daarom zal er op 31 maart en 1 april in Brussel een conferentie over de preventie van genociden plaatsvinden; de secretaris-generaal van de VN heeft toegezegd om er het slotwoord te komen uitspreken.

conclure cette conférence.

Évidemment, ce n'est pas une diplomatie culturelle au sens premier du terme, mais c'est la même manière de porter des valeurs au travers de la diplomatie. Je crois que cela repose notamment sur la façon de réagir à divers éléments qui peuvent laisser entendre que, dans des conflits culturels, des conflits ethniques, des conflits religieux, on prend petit à petit la pente de massacres, voire d'un génocide.

Il suffit de rappeler le rôle de *Radio Mille Collines* au Rwanda ou d'autres groupes au début d'un processus dans certains pays. Nous avons travaillé et continuerons à travailler sur cet aspect.

La manifestation de la fin de ce mois sera très importante en la matière.

Nu kom ik tot de vragen van de heer Vanlouwe over de unanimiteit in de Europese Raad.

Welnu, ik kan u meedelen dat de Europese Raad unaniem was. Misschien verschilden de meningen wel omtrent het nemen van acties, maar aan het eind bereikten wij echt unanimiteit over een reactie tegen Rusland in drie fasen. Wij zijn gestart met de eerste fase en nu al voeren wij gesprekken over de vraag of het al dan niet reeds nuttig is om tot de tweede fase over te gaan. Wij moeten niet te snel gaan, en kunnen beter eerst een antwoord van Rusland afwachten. Wel is er unanimiteit en de beslissing van de Europese Raad zullen wij dan ook toepassen.

Problemen in Europa doen zich alleen voor bij de vorming van een beslissing, dus bij het beslissingvormingsproces. Er vinden altijd debatten plaats; dat is eigen aan een democratie. Aan het eind hebben de ministers van Buitenlandse Zaken en ook de leiders in de Europese Raad een beslissing bereikt in unanimiteit over de drie fasen van sancties. Het is niet meer, maar ook niet minder dan dat. Misschien verschilden de meningen dus wel aan het begin van de vergadering, maar de eindconclusie is klaar en duidelijk.

Dreigen er mogelijk represailles? Zeker. Dat is altijd het geval bij een escalatie. Daarmee nemen wij echter ook een risico. Als wij sancties tegen Rusland uitvaardigen, dan zal een reactie van Rusland niet uitblijven en dat weten wij. Er zijn altijd risico's aan verbonden.

De vraag rijst of het al dan niet nuttig is om druk op Rusland uit te oefenen? In de huidige situatie denk ik van wel. Ik herhaal daarbij wel dat het de bedoeling is om tot een de-escalatie te komen en tot echte dialoog over te gaan. Of dat zonder druk mogelijk is, moeten wij nog zien.

Hoe zit het met de minderheden in andere landen, bijvoorbeeld met Russische minderheden in de Baltische landen? Er is een zeer groot verschil. Die landen zijn lid van de Europese Unie en daar gelden democratische procedures. Het is perfect mogelijk om aan de minderheden bescherming te bieden en sommige regio's kunnen zelfs tot meer autonomie overgaan, maar dat moet gebeuren op democratische basis, zoals in alle Europese landen.

Culturele, etnische of religieuze conflicten kunnen immers snel uitmonden in bloedbaden en zelfs in volkerenmoord, als we niet goed opletten.

Het volstaat te herinneren aan de nefaste rol van Radio Mille Collines in Rwanda of van andere groeperingen in bepaalde landen. Wij zullen daar blijven aan werken.

Le Conseil européen a marqué son accord, à l'unanimité, en faveur d'une réaction à l'encontre de la Russie en trois phases. Nous avons lancé la première phase et des discussions sont actuellement en cours concernant la deuxième phase.

Des représailles sont certainement possibles. Il en va toujours ainsi en cas d'escalade. Si nous promulguons des sanctions à l'encontre de la Russie, les réactions ne se feront pas attendre. Dans la situation actuelle, je pense toutefois qu'il est utile que nous exerçons des pressions sur la Russie.

Qu'en est-il des minorités russes présentes dans d'autres pays, comme dans les États baltes? Ces pays sont membres de l'UE qui est régie par des procédures démocratiques. Il est parfaitement possible d'offrir une protection à des minorités, voire de leur accorder davantage d'autonomie, mais cela doit se faire sur une base démocratique.

Il y a un mois, j'ai constitué un groupe de travail avec les Régions et le gouvernement fédéral pour obtenir un accord sur une définition du concept 'minorité nationale'. Il s'agit d'une procédure normale. Il existe en Belgique un comité de concertation et un comité ministériel des Affaires

Zowat een maand geleden heb ik een werkgroep samengesteld met de verschillende overheden – de Gewesten en de federale overheid – om een nieuw gesprek te starten over de nationale minderheden. Dit is toch een mooi concept, ook in België. We zullen afwachten of het mogelijk is om een akkoord te bereiken over een definitie voor het begrip 'nationale minderheid'. Ik heb nu een lijst met de vertegenwoordigers van de verschillende Gewesten en de federale regering. Dat is al een stap in de juiste richting.

Ik herhaal echter dat dit een normale procedure is. In België bestaat er een Overlegcomité en ook een ministerieel comité voor Buitenlandse Zaken. Daarnaast zijn wij in België gestart met een werkgroep inzake een definitie voor het begrip 'nationale minderheid'. Iets gelijkaardigs is echter mogelijk in veel andere Europese landen, maar steeds op basis van een democratisch proces.

Monsieur le président, vous avez parlé vous-même d'un fait accompli. Je reste inquiet de la situation dramatique sur place. Je dois reconnaître qu'à Kiev, une émotion très forte règne sur Maïdan. Mais il faut toujours garder à l'esprit la composition du pays et les différentes situations que l'on peut vivre à différents endroits dans le pays. Cela étant, je crains ce fait accompli et ce conflit gelé. Je crains que dans quelques années, on parle de l'Ukraine et de beaucoup d'autres choses en oubliant un peu ce qui se passe en Crimée. Nous allons tenter d'éviter cela et de mettre une pression suffisante pour que le dialogue porte aussi sur la Crimée. Il n'est pas faux de dire qu'on peut craindre une situation gelée.

En ce qui concerne les perspectives, je dirais que, dans trois domaines au moins, ce qui se passe dans notre partenariat oriental devrait faire réfléchir l'Union européenne dans les prochains mois.

Er waren daarover veel vragen, van verschillende commissieleden.

Ten eerste, de energie.

Wij hebben momenteel geen echte interne markt wat de energie betreft. Er zijn veel meer interconnecties nodig, tussen verschillende landen. Wij hebben geen echt gezamenlijk beleid voor de aankoop van energie. Er zijn veel contracten met veel verschillende partners. Daar ligt dus een taak voor de Europese Unie. Er moet op dat vlak meer gedaan worden.

Zonnepanelen, met veel subsidies, in vele gewesten en landen, zijn misschien nuttig, maar voor de interne Europese markt zou het misschien nuttiger kunnen zijn om die in het zuiden van Europa te plaatsen. Het is misschien ook nuttiger om windmolens te plaatsen in het noorden, waar er wind is, dan om het even waar. Er zijn subsidies in de verschillende landen, maar er is geen gezamenlijke visie. Dat is misschien een detail – er zijn belangrijkere zaken in dat verband – maar er is geen echt intern Europees energiebeleid. Het is wel opgestart, met enkele Europese Raadsvergaderingen, maar wij zijn nog ver van een echt Europees beleid.

Het is mogelijk om met een gaspijplijn tot in de Europese Unie te komen. Daarna zijn er drie of vier mogelijke wegen voor het traject

étrangères mais nous avons donc lancé parallèlement ce groupe de travail distinct. Un concept similaire peut également être mis en œuvre dans d'autres pays européens.

Mijnheer de voorzitter, u gewaagde van een voldongen feit. Dat voldongen feit en dat *frozen conflict* baren mij zorgen. Ik ben bang dat als men het over een paar jaar nog over Oekraïne heeft, men de Krim een beetje vergeten zal zijn. Wij zullen proberen voldoende druk uit te oefenen opdat de dialoog ook over de Krim zou gaan.

De evolutie van ons oostelijk partnerschap zou de EU de komende maanden op ten minste drie gebieden aan het denken moeten zetten.

En ce qui concerne l'énergie, nous n'avons pas de véritable marché intérieur actuellement. La mise en place d'un nombre beaucoup plus élevé d'interconnexions entre les différents pays constitue une nécessité impérieuse. Nous n'avons pas non plus de véritable politique commune pour l'achat d'énergie. Il s'agit là d'une tâche pour l'UE.

Certains pays se sont dotés d'un système de subventions mais il n'existe pas de vision commune à l'échelle de l'Union européenne ni, par conséquent, de véritable politique énergétique européenne, quoiqu'elle soit en passe de voir le jour. La pose d'un gazoduc jusqu'au cœur même de l'Europe est de l'ordre du possible mais aucun consensus ne s'est encore dégagé concernant son tracé. Un

binnen de Europese Unie. Dat is toch vreemd? Wij moeten tot een gezamenlijke visie komen. Er ontstaat een energieprobleem door de mogelijke druk van Rusland. Er is echter ook een druk op Rusland. Er is druk in de twee richtingen. Voor Oekraïne proberen wij nu bijvoorbeeld in de andere richting te gaan, met gasleveringen vanuit Slowakije naar Oekraïne. Dat is vergelijkbaar met de interconnectie met Groot-Brittannië, die altijd in één richting verliep. Nu is het mogelijk om tussen Zeebrugge en Groot-Brittannië in de andere richting te gaan.

Ten tweede, defensie.

Het gaat er niet om een oorlog te starten met Rusland of een aparte defensie te hebben tegenover de Verenigde Staten. De bedoeling is alleen een efficiëntere defensie te hebben binnen Europa. Wij betalen veel voor defensie, maar het is mogelijk om met hetzelfde bedrag, of misschien minder, meer te doen via een echte Europese defensie. Dat betekent een echte Europese pijler binnen de NAVO. Wij blijven binnen dezelfde alliantie.

Het gaat er niet om veel oorlogen te voeren, maar alleen om tot een bescherming van Europa te komen, tot een echte capaciteit, om geen oorlog te moeten voeren met verschillende andere machten in de wereld.

Le dernier point est la diplomatie. La diplomatie européenne est, pour moi, un sujet d'émerveillement quotidien. Et cela fait deux ans que j'ai l'occasion de m'en occuper plus directement.

Dans des débats comme celui de ce jour, il faut rappeler que dans le contexte actuel, il existe probablement une demande, explicite ou non, de la part d'un dirigeant russe de parler d'égal à égal avec une autre grande puissance.

J'ai le sentiment que dans la tête d'un dirigeant russe, l'autre grande puissance, ce sont les États-Unis et l'autre dirigeant, c'est le président Obama. En Europe, il y a trop de numéros de téléphone, il y a trop de difficultés pour connaître le bon interlocuteur. Un président russe ne s'abaisse pas à parler avec les autorités européennes; elles ne sont pas à son niveau.

Ce que je veux dire par là, c'est qu'une très grande partie – je n'ose pas dire l'essentiel – de la diplomatie européenne est installée en Europe même. Pour beaucoup de nos diplomates européens, les grands postes – comme on dit –, ceux auxquels on souhaite accéder au top de la carrière, sont probablement Washington, peut-être quelques postes du "multilatéral", mais certainement Paris, Londres et Berlin. Pour l'instant, je ne vois pas de réelle menace d'agression venant de ces trois capitales!

En revanche, une diplomatie européenne qui aurait une présence plus forte à Moscou, à Pékin, aussi à Washington ou dans bien d'autres endroits, pourrait être intéressante. Dans beaucoup de pays, on est frappé par l'ampleur de l'ambassade américaine. Les Américains dépensent pourtant moins que nous, les Européens, pour leur diplomatie! Mais, à ma connaissance, peu d'ambassadeurs américains rêvent d'être ambassadeur à Los Angeles ou à Houston. Oui, peut-être à New York car il y a le Conseil de sécurité!

problème d'approvisionnement énergétique pourrait se poser sous la pression russe mais des pressions sont également exercées sur la Russie par le biais d'une tentative entreprise d'approvisionner l'Ukraine en gaz en passant par la Slovaquie.

La défense constitue une autre question. Il va de soi qu'il n'est pas question de déclencher une guerre contre la Russie ni d'entretenir notre propre défense à côté de celle des États-Unis. L'objectif consiste seulement à mettre en place une défense plus efficace en Europe en vue de créer un pilier européen au sein de l'OTAN, non pas pour déclencher des guerres, mais bien pour protéger l'Europe des autres puissances mondiales.

Het laatste punt is de diplomatie. In de huidige context wil de Russische leider wellicht impliciet op voet van gelijkheid kunnen praten met een andere grootmacht (de Verenigde Staten) en een andere leider (president Obama). In Europa is het te moeilijk om te weten met wie men moet praten. Een Russisch president verwaardigt zich niet om de tafel te gaan zitten met de Europese autoriteiten, want die acht hij beneden zich.

De Europese diplomatie is voor het grootste deel gebaseerd in Europa zelf, terwijl het misschien interessant zou kunnen zijn dat de Europese diplomatie een grotere basis zou uitbouwen in Moskou, Peking, Washington of elders.

We mogen niet in het verleden blijven hangen. De Eerste Wereldoorlog ligt echt wel achter ons. Laten wij hopen dat de spanningen tegen de herdenkingen van WO I zullen zijn afgenomen en dat wij met Rusland een ander contact zullen hebben.

Er zal natuurlijk werk moeten

Ce sont des réflexions que l'on doit avoir. C'est évidemment plus simple à dire dans un pays comme la Belgique – je n'aime pas que l'on dise "un petit pays" car, si vous regardez la carte de l'Europe, la Belgique est un pays de taille moyenne – que si l'on a un droit de veto au Conseil de sécurité. Certains pays ont une autre vision. Or les perspectives sont celles-là!

Il ne s'agit pas de se tourner vers le passé. Il ne s'agit pas de se dire, comme on le fait souvent, que l'on doit rappeler aux jeunes générations que l'Europe a permis d'apporter la paix. Je confirme que la Première Guerre mondiale est toujours terminée et que les invitations envoyées par le Roi sont toujours là pour toute une série de chefs d'État à travers le monde. Espérons toutefois que, lors des commémorations, nous aurons peut-être fait retomber la pression sur le terrain et que nous aurons un autre contact avec la Russie. Comme, je le répète, la Première Guerre mondiale est toujours terminée, nous avons toujours l'intention de commémorer le centième anniversaire de son début mais aussi, d'ici quelques années, de sa fin avec l'ensemble des partenaires.

Cela étant, quand on regarde l'évolution dans la démarche, il faut se rendre compte que l'on va devoir travailler sur cette vision européenne de défense, de politique étrangère et d'énergie dont on a parlé – c'est peut-être aussi une vision d'une Europe politique – pour pouvoir peser dans des relations avec les différents partenaires, ce qui, aujourd'hui, n'est pas toujours évident lorsque l'on regarde l'état d'avancement de notre politique. Néanmoins, à court terme, nous continuerons les pressions sur la Russie avec l'ensemble de l'Union européenne et d'autres partenaires pour reprendre un dialogue et nous continuerons à essayer d'assumer un soutien à la transition en Ukraine.

Voilà, monsieur le président, ce que je souhaitais évoquer en espérant que, lors de prochaines réunions de la commission, que je souhaite que l'on puisse tenir le plus rapidement possible pour répondre aux nombreuses questions qui sont soulevées, on pourra venir avec des nouvelles plus rassurantes.

Le **président**: Je crois que le temps est épuisé. Nous y avons consacré une heure et quarante minutes. Or l'agenda est chargé. Je propose d'en rester là.

Je m'abstiendrai de faire des remarques et je demanderai à mes collègues de ne pas en faire non plus.

Je remercie les sénateurs de leur présence.

*La réunion publique de commission est levée à 17.06 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.06 uur.*

worden gemaakt van een Europees defensie-, buitenland- en energiebeleid, willen wij ons kunnen laten gelden in de betrekkingen met de verschillende partners. Op korte termijn zullen wij samen met de EU en de andere partners druk op Rusland blijven uitoefenen, opdat de dialoog opnieuw kan worden aangeknoopt. Wij zullen ook blijven proberen Oekraïne te begeleiden in zijn overgangsproces.

Ik hoop dat de berichten tegen de volgende commissievergaderingen geruststellender zullen zijn.